hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Le capitalisme vomit ses déchets

En dépit des propos anesthésiants de la classe politique, du matraquage pervers des médias, en matière d'environnement, la situation ne cesse de se dégrader. La logique de profit est une logique de mort. Socialisme libertaire ou barbarie !

G8 environnement à Paris – 25-27 avril

Manifestations le 26 avril à 14 heures
Paris, gare de l'Est – Angers, place La-Rochefoucauld

M 02137 - 1316 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

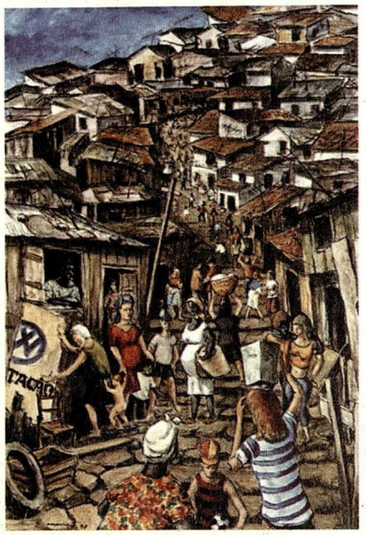
« Les hommes couverts de croix font penser à un cimetière. »

Francis Picabia

hebdo n° 1316

du 17 au 23 avril 2003

Sommaire



Le **G8 environnement**, un enjeu de taille dans la lutte anticapitaliste et antiautoritaire, page 4

La logique économique contre la logique du vivant, **le capital tue**, page 5

La nécessité d'une pratique de l'action directe contre les **déchets** du système, page 7

Pour un moratoire et une fermeture de tous les **incinérateurs** pollueurs en Bretagne, page 9

Dans les **luttes écologistes**, l'URB de la FA sur tous les fronts, page 10

Les chaînes du **nucléaire**, logique de profit, logique d'État, page 12

Coup de bluff perdant de la **LCR** au poker politique, page 14

Libertaires unis pour agir au sein de la **Claaac** contre le G8, page 15

Le village alternatif, anticapitaliste, antiguerre **Vaaag** comme réponse au G8, page 16

La **décroissance** pour une société de justice sociale et d'équilibre écologiste, page 17

Lutte sociale, les salarié(e)s d'**ACT-Angers** devant la difficulté des choix, page 18

La **marée** n'est pas trop belle, page 20

Retour à la jungle, un parcours vers la vérité de chacun, par Ph. Pelletier, page 21

Cidade de Deus, cinéma réalité sur une favela de Rio, par H. Hurst, page 21

Agenda, page 22

Radio libertaire, page 23

G8 environnement, **les actions**, page 23

Le **Frap**, Festival des résistances et des alternatives, page 23

Tchernobyl, un demi-million d'années avant la décontamination, page 23

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

UN DICTATEUR de moins ! malheureusement il en reste un paquet, qui pour la plupart sont les partenaires, voir les alliés des États-Unis et de l'Union européenne. Ceci dit, les alliés d'hier peuvent devenir les ennemis de demain. La Syrie, alliée des américains lors de la première Guerre du Golfe, se voit maintenant menacée par eux. Saddam Hussein il y a vint ans nous était présenté comme le rempart de la laïcité face aux mollahs iraniens, aujourd'hui il a été abattu en tant que suppôt de Ben Laden. Maintenant les vainqueurs se posent en légitimes reconstructeurs du pays qu'ils ont détruit, au frais des irakiens bien sûr, qui paieront avec leur pétrole. C'est pourquoi, dans Bagdad, livré au pillage sous les yeux bienveillant des soldats de la coalition, le seul ministère protégé des pillards est celui du pétrole. La communauté internationale représentée par l'Onu se voit accorder, elle, les frais de l'aide humanitaire, rendue indispensable par la destruction massive des infrastructures autres que pétrolières.

Mais personne ne remet plus en cause la légitimité de cette invasion, alors que les prétextes invoqués se sont révélés être des mensonges, qu'aucune arme de destruction massive n'a été jusqu'ici découverte. Fort de cette conquête les États-Unis peuvent continuer à menacer qui bon leur semble sans que personne ne leur résiste.

Cependant, au moment où vont se réunir à Paris les ministres de l'Environnement des huit pays les plus riches et les plus pollueurs de notre planète, on apprend que le géant américain Alcoa va saccager le centre de l'Islande en y implantant un centre de production d'aluminium accompagné d'un barrage. Polluant ainsi un des derniers endroit préservé de notre planète, alors que ce pays ne produit pas un gramme de bauxite, minerais à partir duquel on fabrique l'aluminium. Celui-ci viendra d'Afrique ou d'Amérique latine, contribuant ainsi un peu plus à l'encombrement des voies maritimes, histoire d'augmenter les chances d'accidents. Gageons que ce G8 de l'environnement ne servira pas à protéger celui-ci, comme son nom pourrait nous le faire croire, mais plutôt à se répartir les droits à polluer la planète et à empoisonner ses habitants. Sans bien sûr leur demander leur avis, ni même les tenir au courant. C'est cela qu'ils appellent la démocratie, qu'il faudrait défendre aux prix de notre vie, pas de la leur.

La guerre du blé aura-t-elle lieu ?

LA VICTOIRE américaine en Irak devrait permettre aux exportateurs du Middle West de récupérer un marché déserté depuis la première Guerre du Golfe.

En Irak, le marché du blé représente quelque trois millions de tonnes. Jusqu'au début de la première Guerre du Golfe, la part des États-Unis s'établissait à 50 % pour tomber ensuite à zéro jusqu'à aujourd'hui. L'Australie avait alors fait son « trou » avec deux millions de tonnes d'exportations, suivie, dans une moindre mesure, de l'Inde et de la Russie.

La libération du marché irakien pourrait changer la donne. La nouvelle administration locale devrait permettre aux Américains de se tailler la part du lion. Malgré la participation de leur pays à la guerre, les fermiers australiens craignent de perdre un marché qui leur rapporte 800 millions de dollars australiens par an.

Ainsi, la réouverture de l'Irak pourrait se révéler une aubaine pour les exportations américaines de blé qui, selon l'US Department of Agriculture (USDA), ne seraient pour la campagne en cours que de 23,81 millions de tonnes contre 26,16 millions pour la saison 2001-2002, en recul de 9 %, dont 13 % rien qu'au Moyen-Orient.

L'envoi prévu de 600 000 tonnes de blé par l'administration Bush, dans le cadre de l'aide humanitaire, n'est cependant pas de nature à rassurer les opérateurs du Chicago Board of Trade (CBoT) et les agriculteurs américains.

En effet, ces quantités ne seront pas prélevées sur le marché, mais sur le Bill Emerson Humanitarian Trust, réserves gouvernementales américaines de céréales pour l'assistance humanitaire. De quoi déprimer, sur le court terme, les cours de la céréale qui s'estimaient en fin de semaine dernière sous les 290 dollars le boisseau (au même niveau que mai 2002), contre 370 dollars en novembre dernier.

L'Irak reste un marché énorme à pourvoir, surtout si, comme certains analystes le pensent, les importations irakiennes devraient doubler dans les années à venir avec l'augmentation du niveau de vie de la population. De quoi rendre optimiste le marché sur le long terme.

Pascal
groupe Louise-Michel

Pillage partout, Bush nul part !

NOS AMI(E)S de Bagdad découvrent en ce moment, avec un plaisir communicatif une vieille pratique anarchiste : la récupération individuelle. Ceux qui aiment la liberté dans le monde entier ne peuvent que se réjouir avec eux, en espérant que cette pratique festive et antimercantile se répande au plus vite sur tous les continents.

Les autorités américaines ont officiellement octroyé une heure de pillage légale à leurs troupes « pour rapporter des souvenirs à la maison ». Elles ont fermé les yeux sur la vengeance des citoyens de Bagdad. Comment ces autorités pourraient-elles refuser à leurs propres pauvres, ce qu'elles encouragent dans les pays conquis ?

Nous attendons donc avec impatience le prochain soulèvement des quartiers défavorisés des États-Unis, par exemple Watts à Los Angeles, où au moins une fois par décade les noirs, alliés aux blancs les plus pauvres, s'insurgent pour faire payer le prix du mépris aux zones urbaines de luxe.

Dans certains quartiers de Washington, la mortalité infantile est égale à celle de certains pays du tiers monde. On ne s'étonnera pas alors, que la violence anti-riche explose dans les quartiers défavorisés des villes les plus argentées du monde. Du côté du tiers monde, saluons à l'avance les pillards de la révolte, qui vengeront les victimes d'un pillage rationnel, méthodique et institutionnel.

Tandis que les médias s'excitent sur la fête des pauvres de Bagdad, qui va vous montrer les trafics des antiquaires de New York ? Ils financent déjà, dans le monde entier, la mainmise illégale sur les œuvres d'art du patrimoine universel : trésors khmers du Cambodge, tombes mayas du Guatemala, etc. Ils se sont déjà constitués en « pool » pour se redistribuer les œuvres d'art volées en Irak et importées illégalement vers les galeries de la Grosse Pomme, avec les complicités que l'on imagine.

Hélène Schwartz et Patrick Schindler

Victoire !

Contre toute attente, c'est nous qui avons gagné. Ni Bush ni Saddam : nous ! Tous les journalistes n'ont que ce mot-là à la bouche : en Irak, c'est l'anarchie. Puisqu'on fait – abusivement – le crédit à notre idéal d'avoir triomphé de la plus grande puissance du monde en même temps que du parti Baas, il est de notre devoir de déclarer : « Ami lecteur, tempère ton enthousiasme ! » Non, hélas, l'Irak ne vit pas l'anarchie mais seulement le chaos. Nous pouvons seulement espérer qu'en réaction contre le désordre ambiant se mettent en place des organisations réellement populaires pour gérer les quartiers, la production, etc. Mais, si d'aventure cela se produit, elles auront à affronter toute la force du nouvel État que mettent en place les impérialistes. Le chaos d'ailleurs n'est-il pas voulu par eux pour faire désirer leur nouvel ordre ? M.L.

Contre le sommet du G8 environnement

Les marées noires se comptent par dizaines même si « nos » médias nationaux ne traitent que de celles qui touchent les côtes de « notre » Hexagone. Les catastrophes dites naturelles se multiplient (inondation, sécheresse, tempête, etc.) et interrogent explicitement à la fois notre aménagement du territoire et l'évolution non naturelle de la météo (effet de serre). Alors que des dizaines de millions de personnes n'ont pas d'eau, dans les pays occidentaux elle est de plus en plus polluée, jusqu'à l'intérieur des nappes, par le déversement d'engrais dans les sols et, à terme, l'eau deviendra un bien pour les privilégiés.

On pourrait continuer la description de ce tableau. Il ne s'agit pas de prophéties car la catastrophe nous la vivons tous les jours, et nous ne pouvons que constater l'étendue des dégâts. Toutes les associations, structures, partis (des Verts aux ONG et associations environnementales) qui vont se mobiliser au cours de ce sommet partagent ce constat amer.

Notre présence reste néanmoins d'autant plus nécessaire qu'il convient d'affirmer un certain nombre de points si nous ne voulons pas rester impuissants devant la dégradation inévitable de notre environnement :

– Nous devons dans un premier temps repréciser le champ de l'action écologique, refusant ainsi les formes religieuses et morales de l'écologie. L'écologie politique, c'est aussi dans un premier temps la négation de la séparation de l'économie de la sphère politique et sociale. Il faut donc critiquer la vision religieuse d'un prétendu retour à l'état de nature, avec son lot de mystifications des sociétés « sauvages ».

– Il semble, en revanche, évident que le capitalisme, par sa recherche effrénée des profits, se rend responsable de la plus grande partie des atteintes à l'environnement. Par la poursuite de cet unique objectif, le capitalisme a subordonné la nature à ses impératifs de production.

– Il est certainement temps, pour ne pas éternellement retomber dans les mêmes pièges, de faire le bilan de la stratégie gouvernementale des partis écologistes. Que ce soit sur les questions du nucléaire, des OGM, de la dégradation de notre environnement, du tout-routier ; les cinq ans de Voynet au ministère de l'Environnement sont un échec. Effectivement, quand Corinne Lepage, qui a occupé le même poste, écrit « que le ministre de l'Environnement ne peut rien faire », elle a raison : le gouvernement n'est pas un moyen de combattre ce système ; il en est au contraire un élément.

Notre stratégie est donc bien d'agir au sein des mouvements de protestation qui vont inévitablement se développer dans les années à venir (pour une eau de qualité, contre les inondations à répétition, etc.) en tentant à notre niveau de politiser et de globaliser ces luttes. C'est donc bien à travers une présence régulière, permanente que nous pourrons y réussir. C'est dans ce sens que les libertaires doivent affirmer leur présence du 25 au 27 avril.

Pour accueillir ces « saigneurs » du monde, la ville d'Angers avait commencé son nettoyage en expulsant des pauvres du centre ville, fière d'accueillir ces représentants de l'ordre mondial pourtant en conflit d'intérêts sur le Moyen-Orient. Le sommet du G8 est effectivement tout un symbole ; car, au-delà des divergences d'intérêts sur certaines régions du monde (mainmise sur les économies nationales et les richesses en matière première, dont celle du pétrole), les États les plus riches et les multinationales ont besoin d'un minimum d'organisation commune et de sécurité pour effectuer leurs transactions.

Mais le 26 mars dernier la nouvelle tombe : le sommet se tiendra finalement à Paris, pour des raisons de sécurité. Le souci de sécurité était une question partagée par la mairie d'Angers en parlant même de « cadeau sinon empoisonné, du moins empoisonnant ». Raisons réelles ou diplomatiques, peu importe !

Le sommet aura donc lieu à Paris ; mais dans le fond la problématique reste la même. À nous de faire entendre notre analyse ! *Le Monde libertaire* de cette semaine se veut donc être une contribution pour favoriser cette mobilisation : analyser les problématiques environnementales sous plusieurs angles :

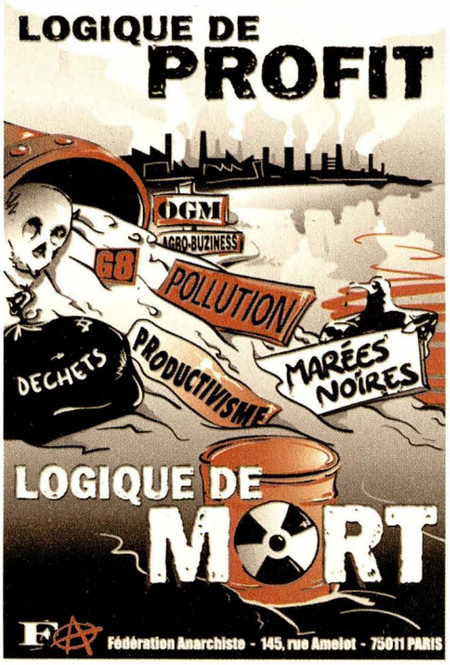
– celle de la contradiction, l'opposition entre le capitalisme et l'écologisme avec plusieurs articles (« Le capital prédateur », « Construire une dynamique révolutionnaire sur les déchets capitalistes », « La décroissance contre le développement »)

– celle de la nécessité de développer une lutte de quotidienne, d'investir l'ensemble des champs de luttes qui vont inévitablement se développer au fil des années autour des phénomènes de destructions de l'équilibre écologiques (« Les luttes écologistes de l'URB », « Incinérateur en Bretagne », « Marée noire ».)

– celle de l'unité anticapitaliste et antiautoritaire qui se construit autour et contre le sommet du G8. « L'enjeu est de taille à l'heure où les partis de gauche, toutes tendances confondues, tentent de s'emparer du mouvement né des rassemblements populaires antimondialisation, souvent basés sur des pratiques d'action directe, pour mieux le canaliser tout en s'en servant de marchepieds électoral. »

Rejoignons les actions diverses : contre le G8 environnement avec des actions sur Paris et Angers, contre le nucléaire à l'occasion des 17 ans de Tchernobyl, sur plusieurs départements.

Théo Simon



Affiche disponible à Publico, 15 euros pour 50 exemplaires.

À Paris, 25-27 avril

le capital prédateur

Jean-Pierre Tertrais

EN DÉPIT des propos anesthésiants de la classe politique, du matraquage pervers des médias, en matière d'environnement, la situation ne cesse de se dégrader. Officiels ou non, les bilans s'alourdissent, les constats sont amers, les clignotants passent au rouge, malgré les injections plus ou moins massives d'argent public. La désinformation systématique ne parvient cependant pas à empêcher la progression, certes toujours trop lente, d'une prise de conscience qui inquiète les milieux d'affaires.

Stimulé par son extraordinaire faculté de récupération, et bien que le doute s'insinue même parmi les ardents défenseurs du libéralisme, le capitalisme – high-tech – tente de faire croire qu'il est en mesure de maîtriser la situation, de résoudre les problèmes écologiques qui se posent chaque jour de manière de plus en plus évidente, c'est-à-dire que la crise ne requiert qu'une solution fondamentalement technique. La seule question pertinente aujourd'hui est donc la suivante: la résolution des problèmes écologiques peut-elle, oui ou non, s'effectuer dans le cadre existant du système capitaliste?

Une coïncidence historique?

Le premier élément de réponse que l'on peut apporter concerne l'histoire. L'émergence des dégradations infligées à l'environnement correspond à la période d'accélération fulgurante du capitalisme, globalement les Trente Glorieuses, un éclair à l'échelle du temps. Le commerce global a été multiplié par plus de dix au cours des cinquante dernières années.

Il va de soi qu'aucune société n'est écologiquement innocente, c'est-à-dire que le développement d'un groupe humain s'accompagne nécessairement d'une transformation du milieu, dans le sens d'un prélèvement d'énergie et de matières premières, et de rejets de résidus. Mais le capitalisme va engendrer, en à peine un demi-siècle, infiniment plus de dégradations que l'humanité depuis ses origines. S'il faut un repère chronologique, ce sera *le Printemps silencieux*, l'ouvrage de Rachel Carson paru en 1962, et qui éclate comme une bombe en livrant à l'opinion l'énorme dossier des pesticides aux États-Unis.

En France, le concept d'écologie apparaît dans le sillage de mai 1968, avec la contestation plus ou moins radicale de la société de consommation (c'est la première fois dans l'histoire qu'une science engendre un mouvement politique). L'érosion, l'épuisement des sols, les diverses pollutions, la dilapidation des ressources naturelles, les multiples nuisances accompagnent cet expansionnisme sans frein, cette croissance déifiée, cette « grande bouffe énergétique », cette dictature des rendements. L'automobile, symbole du capitalisme, met en perspective une angoissante pénurie d'énergie et l'accumulation de déchets de toutes sortes. À l'escalade de la production capitaliste correspond la montée des périls. Le nom de nombreuses catastrophes va s'imprimer dans les mémoires: Seveso, Minamata, Amoco-Cadiz, Torrey Canyon, Three Miles Island, Bhopal, etc. Il apparaît de plus en plus évident que le développement des forces « productives » s'exerce partout au détriment de la nature… et par conséquent de l'homme. Cinquante ans d'option matérialiste ont rendu l'homme malade de son environnement.

Le capital contre la vie

La concentration du capital contient en germe les logiques de prédation, les processus de privatisation de l'environnement. La maximisation des profits dans le laps de temps le plus court possible constitue la cause primordiale des atteintes graves à l'environnement. Tout d'abord, la recherche systématique de l'abaissement des coûts de production induit le passage à la fabrication en grandes, et même très grandes séries. Mais cette perspective est encore insuffisante: il faut entretenir un gaspillage permanent. Plus les volumes de

Jean-Pierre Tertrais est militant du groupe La Commune de Rennes

production augmentent, plus les profits s'accroissent. D'où la diminution délibérée de la durabilité des biens de consommation et de leur réparabilité, la fabrication d'objets consommant beaucoup d'énergie, la multiplication des objets jetables, la publicité favorisant le renouvellement incessant des articles, des modèles, le suremballage des produits, la gadgétisation. L'innovation, qui coûte cher, et qui ne correspond à aucune amélioration du service rendu, agit ainsi comme un moteur de l'expansion du capitalisme.

C'est aussi la quête de gains toujours plus importants qui conduit les entreprises à « externaliser » les coûts écologiques (et sociaux d'ailleurs), c'est-à-dire à faire reporter sur l'ensemble de la collectivité, les dégâts qu'elles provoquent sur l'environnement. C'est encore la recherche d'économies d'échelle qui contribue à la construction de super-pétroliers naviguant hors normes, multipliant les marées noires.

La marchandisation de la planète ne laisse rien au hasard. L'historien Marc Bloch a montré que les moulins à vent ont été éliminés pour la seule raison que, le vent étant omniprésent, ils ne permettaient pas la monopolisation. Mais, depuis, EDF investit dans les éoliennes! Alors que sa gestion s'est largement privatisée, le prix moyen du mètre cube d'eau, en dix ans, est passé de 1,60 euro à 2.65. La gestion des forêts (priorité aux résineux au détriment des feuillus dont la croissance est trop lente) met en lumière le fait que la biomasse n'est conçue qu'en termes de rentabilité.

Deux logiques s'affrontent: celle de l'économique et celle du vivant. Alors que la nature maximise des stocks (la biomasse) à partir d'un flux donné (le rayonnement solaire), l'économie (capitaliste) maximise des flux marchands en épuisant des stocks naturels. Alors que les écosystèmes non perturbés se diversifient, accroissant leur stabilité dans le temps, la gestion capitaliste, en privilégiant les variétés économiquement performantes, introduit l'uniformisation et l'instabilité.

Le réformisme stérile

Le mérite des écologistes a été de problématiser de manière novatrice des questions non seulement essentielles mais vitales. L'impuissance dans laquelle ils sombrent aujourd'hui résulte de leur incapacité à remettre en cause le système économique responsable de ces méfaits environnementaux. On a fait semblant de croire à l'efficacité de l'intervention de la « puissance publique » pour réparer les dégâts des entreprises multinationales (tout en renforçant, d'ailleurs, une Europe économique d'essence libérale: pompier et pyromane à la fois!).

On a brandi des armes prétendument efficaces (taxation sur les transactions, suppression des paradis fiscaux et du secret bancaire, contrôle des banques centrales, annulation de la dette du tiers monde), en « oubliant » de dire que l'économie mondiale voit se développer des zones de « non-gouvernance », c'est-à-dire des domaines où les instances politiques avouent leur totale impuissance: délinquance financière des firmes légales, fraude fiscale, montée en puissance des mafias, rendant tout simplement impossible la maîtrise politique de la mondialisation économique.

L'État complice

Pouvait-il en être autrement? Les prétendues politiques de l'environnement, en Europe et ailleurs, se sont résumées à une inflation de textes législatifs (des centaines de directives, règlements, décisions, avis, recommandations) destinés à rassurer les défenseurs de l'environnement, textes rarement appliqués parce que la majorité des « agents économiques » considèrent les obligations écologiques comme des contraintes difficilement supportables, et que la déréglementation leur sied mieux. Une abondante littérature, mais pas d'actes fermes. Des libellés imprécis qui laissent le champ libre à bien des interprétations. La protection de l'environnement est une excellente idée... tant qu'elle ne heurte pas le principe de la liberté du commerce.

La collusion des pouvoirs politique, militaire, scientifique, industriel et financier n'est plus à démontrer. Censé tempérer le pouvoir économique, l'État, le plus souvent, l'appuie et le conforte. Dans leur tentative d'assujettir le consommateur à leurs propres objectifs, les grandes organisations de production rencontrent la bienveillance de l'État, souvent prompt à constituer un cadre juridique sur mesure, un environnement stable et propice à leur épanouissement en absorbant la majorité des risques. Fournir ou garantir un marché, participer aux frais de développement, financer la mise au point des connaissances techniques nécessaires et les infrastructures, assumer le coût de diverses pollutions: tels sont les moyens les plus efficaces pour l'État de soutenir le capitalisme.

La défense nationale, en d'autres termes le complexe militaro-industriel, est le point de rencontre obligé entre intérêts capitalistes et sécurité de l'État. L'armée protège les gouvernements en place; l'État fait vivre les marchands d'armes. Dans la mesure où la guerre permet le gaspillage organisé, créant une demande artificielle propre à écouler les surplus, sa préparation est l'une des conditions essentielles de l'existence d'une dynamique externe du capitalisme. Les dépenses militaires permettent de maintenir le taux de profit des entreprises d'armement et de l'ensemble du secteur privé bénéficiant directement ou indirectement des commandes de l'État. Avec l'utilisation des défoliants, la guerre du Viet-nam avait innové dans l'impact sur l'environnement; celle du Golfe de 1991 a franchi un échelon: 613 puits de pétrole ont été incendiés au Koweït, et neuf millions de tonnes de pétrole se sont répandus sur la terre ou déversés dans la mer.

De nombreux autres domaines mettent en évidence que l'État n'est pas un outil neutre, mais un fervent collaborateur des oligarchies financières. La filière nucléaire constitue un point de convergence entre logique du profit et logique sécuritaire: hypercentralisation, société militarisée, opacité des prises de décision, dilution des responsabilités, surconsommation énergétique. La politique des transports mise en place depuis les années soixante, privilégiant scandaleusement la voiture individuelle, pour le plus grand bien du lobby pétrolier, engendre un gaspillage économique et financier au détriment de la voie ferrée, six fois moins énergivore (et 500 fois moins meurtrière). Le développement accéléré de l'urbanisme engloutit de manière irréversible sous le béton et le bitume des milliers de km² d'excellentes terres agricoles (par ailleurs, une tour de quarante étages consomme autant d'électricité qu'une ville de 20000 habitants). En développant la filière viande, les politiques agricoles provoquent sciemment la perte d'une part considérable de l'énergie biochimique des plantes.

La rupture nécessaire

Félix Guattari, dans *les Trois écologies* (éditions Galilée), écrivait, en 1989: « Il n'y aura de réponse véritable à la crise écologique qu'à l'échelle planétaire, et à la condition que s'opère une authentique révolution politique, sociale et culturelle réorientant les objectifs de la production des biens matériels et immatériels. » André Gorz, lui, dans *Écologie et Politique* (éditions du Seuil), s'interrogeait, en 1977: « Que voulons-nous? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme? »

Parce que le capitalisme, dans son essence, est destructeur de la biosphère, parce que le développement de ses forces « productives » dépasse la capacité de régénération du milieu vivant, la crise écologique globale ne pourra être résolue qu'avec un changement radical du mode de production. Pour la seule survie de l'humanité, il est nécessaire, et même urgent, de mettre en œuvre la décroissance. Or le capitalisme exige, pour se perpétuer, une croissance soutenue. L'exigence de sa destruction est donc clairement démontrée. Plus les ressources seront raréfiées et moins leur répartition sera équitable, plus les tensions et conflits s'accroîtront dangereusement pour leur appropriation et leur contrôle. Le *statu quo* n'est plus de mise; l'alternative se resserre: socialisme libertaire ou barbarie.

J.-P. T.

Construire

une dynamique révolutionnaire sur les déchets du capitalisme

Robert Latapy

Décharges, incinérateurs, privatisation du service municipal de collecte des ordures ménagères, etc., les exemples ne manquent pas pour dénoncer l'argent facile que se font les industriels au détriment de l'environnement et de notre santé. Toute activité humaine crée des déchets. Mais la quantité, la toxicité et la manière de gérer ceux que nous produisons aujourd'hui sont en lien direct avec notre système économique.

La quantité toujours croissante des ordures ménagères est liée à la consommation de produits manufacturés à vie volontairement courte et aux circuits de distribution par les grandes surfaces, qui multiplient les emballages (multiples transports, support publicitaire, dispositifs antivols). Les modes de consommation tendent à s'uniformiser, il y a de moins en moins de différence entre la ville et la campagne: nous « produisons » plus d'un kilo de déchets par jour et par habitant, rien que pour les ménages. Certains y voient un signe de richesse (les Américains en font presque le double), d'autres y voient la marque d'une inconscience suicidaire.

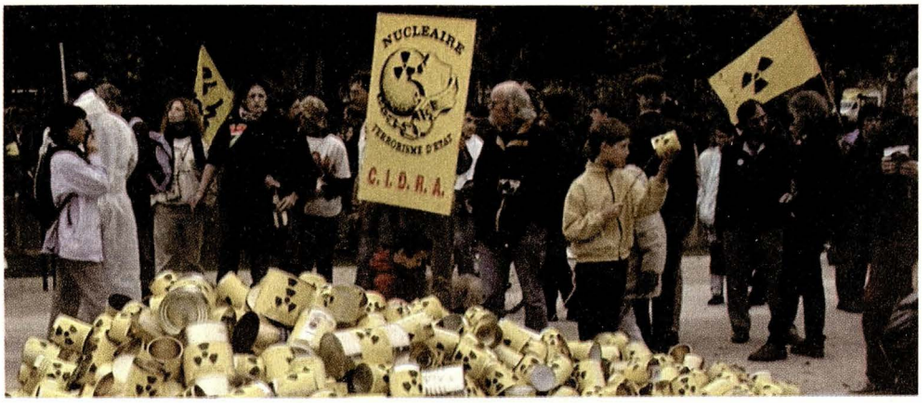
D'autant que la toxicité, la complexité (multimatériaux, molécules sophistiquées) et la non-biodégradabilité des déchets ont largement augmenté grâce au nucléaire, aux industries pétrochimiques et pharmaceutiques et à l'agro-industrie.

Or l'essentiel de nos déchets est encore géré de manière archaïque par le feu ou par enfouissement. Ce que nos très lointains ancêtres pouvaient faire sans préjudice présente aujourd'hui des inconvénients majeurs:

– L'amoncellement de millions de tonnes d'ordures en vrac, contenant en particulier des fermentescibles (restes de repas, etc.) crée de multiples nuisances: odeurs, dégagement de méthane (effet de serre), jus chargés de polluants qui s'infiltrent dans le sol, etc. Interdites officiellement depuis juillet 2002, les décharges d'ordures brutes, faute d'un tri conséquent des produits biodégradables et recyclables, ont encore de beaux jours devant elles.

– L'incinération s'est considérablement développée depuis une vingtaine d'années, son principal avantage étant de faire apparemment « disparaître » les déchets. En fait, il s'agit d'une dispersion-concentration de la matière, les multiples réactions chimiques de la combustion produisant des gaz et des résidus solides (cendres). Mais cette oxydation a aussi pour effet de libérer les composés toxiques (métaux lourds, etc.) inclus dans les déchets, et

Robert Latapy est militant du groupe Gard-Vaucluse de la FA



même d'en créer de nouveaux (dioxines, furannes). Les effets de cette pollution sont surtout visibles sur les vieilles installations (bioaccumulation). La surenchère de dispositifs de dépollution (filtrage des fumées, vitrification des résidus) permet de vendre de nouvelles usines « garanties non polluantes ». Cela est pourtant chimiquement impossible, surtout quand on sait que les cendres lourdes, banalisées sous le nom de « mâchefers », sont dispersées discrètement en sous-couches routières, rejetant progressivement les produits toxiques qu'elles contiennent.

En matière de déchets, l'illégalité est la règle (car appliquer la loi serait trop contraignant). Dans les nouveaux CSDU (centres de stockage des déchets ultimes), l'enfouissement reste en fait une décharge de déchets quasi bruts (quelques % de recyclage). Les incinérateurs fonctionnent avec de nombreuses anomalies, dérogations diverses, et les rejets (fumées, cendres, etc.) sont régulièrement hors norme ou réglementés de façon complaisante. Le recyclage, source non négligeable de profits, reste une vitrine symbolique fort coûteuse et souvent polluante, alors que c'est théoriquement au contraire la solution environnementale et économique la plus intéressante pour les déchets produits. Mais la loi prévoit aussi de produire moins de déchets, et ce ne sont pas les industriels qui vont se précipiter pour mettre en pratique des mesures qui limitent le productivisme !

Si nous voulons que les choses changent, c'est à nous, c'est à la population directement de faire ce travail, c'est aux associations de plancher sur le dossier, dans ses moindres détails et au plus près du quotidien de notre vie. Entre autres, une dynamique nationale d'actions sur les déchets s'est enclenchée depuis 2002, avec la constitution d'un réseau Stop incinération réutilisation prévention, qui a lancé une campagne pour un moratoire sur l'incinération (demande déposée officiellement le 30 novembre 2002) et prépare des assises nationales pour juin en Vendée afin de mettre à plat les problèmes, coordonner nos combats et élaborer un plan de prévention et de gestion des déchets qui respecte notre environnement, notre santé, notre porte-monnaie et ne soit plus le terrain de chasse d'entreprises privées aux appétits féroces. Ce plan, concret et précis, sera ensuite diffusé à la population, aux élus, aux industriels et autres intervenants dans ce domaine. Pour obtenir satisfaction, il ne faut pas compter que sur la cohérence, le bon sens et l'écologie des solutions préconisées : la pratique de l'action directe sera nécessaire.

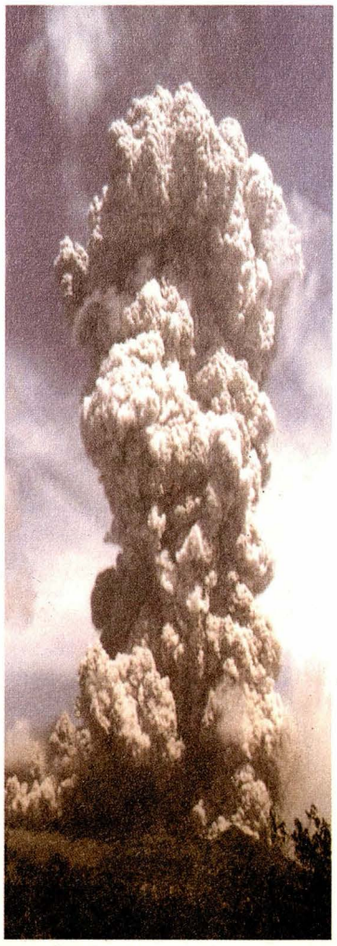
C'est ce qui a déjà été tenté pour dénoncer le problème de la dispersion des cendres d'incinération en sous-couche routière : dans le Gard, l'association Co Vadis a procédé à plusieurs « expertises » sur des lotissements, n'hésitant pas à faire des trous dans le bitume pour dénoncer la discrète élimination des déchets de l'incinération. Une autre action est en cours pour obliger les cafétérias Flunch à revenir à l'usage du verre au lieu des gobelets en plastique nouvellement mis en place : au lieu de faire de grands discours sur la prévention des déchets, il s'agit d'avancer pas à pas en pointant chaque fois un cas précis jusqu'à obtenir satisfaction. Les premières victoires devraient accélérer le processus d'une réappropriation collective des décisions par les usagers et les employés, y compris dans des entreprises privées.

Nous sommes alors loin de l'agitation politique au discours incantatoire mais sans objectif concret et immédiat, nous sommes à l'opposé de la coalition économico-politicienne qui communique sur le trirecyclage et fait de l'incinération et de l'enfouissement et sabote toutes les initiatives qui risqueraient
de compromettre les intérêts des industriels : des communes d'Alsace qui étaient parvenues à trier 75 % de leurs déchets se voient actuellement sommées de remettre certains plastiques en vrac pour alimenter un nouvel incinérateur !

Les actions en cours sont loin des grandes mobilisations contre les sommets internationaux, pourtant l'AGCS est parfaitement illustré par le cas concret de la mainmise des capitaux privés sur la gestion théoriquement municipale du service public des ordures ménagères. Or nous constatons un défaut d'investissement sur ce sujet : souvent, il n'y a que les personnes directement concernées par une décharge ou un incinérateur qui protestent. Ce que nous traduisons par : « Du moment que la merde n'est pas chez moi, je ne fais rien. » Il est vrai que la plupart des partis politiques étant mouillés par les grands groupes industriels couvrant le marché des ordures, ils ne risquent pas de mobiliser les foules !

À l'heure des grandes manifestations contre la guerre, il serait temps de pointer du doigt la guerre économique sur les services publics où nous sommes trop peu à résister dans les tranchées, le gros des troupes poussant des gueulantes de principe, loin du front. Sur les déchets comme pour l'énergie et d'autres sujets, il est temps de retrousser nos manches et de se salir les mains. **R. L.**

Incinérateurs en Bretagne



Les associations Nicob, Nature et Patrimoine du Centre Bretagne, Nisem, Umivem, Environnement 56, Cohérence et Eau et Rivière, constatant qu'un grand nombre d'incinérateurs de déchets sont actuellement envisagés dans l'urgence par des élus qui n'ont pas su mettre en place une politique des déchets efficace, en particulier face à leur accroissement dangereux, se sont regroupées pour demander solennellement de décréter dans les plus bref délais, un moratoire sur tous les projets d'incinération (qu'ils soient encore à l'état d'étude ou en construction, n'ayant pas encore atteint le stade de fonctionnement industriel) et la fermeture de tous les incinérateurs dont la pollution est avérée.

Ce moratoire permettrait de faire un bilan de chaque usine en mettant à plat les divers aspects de son impact tant socio-économique (création d'emplois, coût réel du traitement, coût réel du kW produit s'il y a production d'électricité, transparence de la gestion et des documents contractuels, etc.) que environnemental (émission de produits polluants, économies de matières premières, bilan énergétique, effet de serre, etc.) et sanitaire (enquêtes épidémiologiques, etc.). Ces études, réalisées par des organismes indépendants dans une totale transparence permettraient à chacun de se faire une opinion assez complète sur ce type de projet, qui nous engage pour plusieurs dizaines d'années.

Notre demande concernant les incinérateurs d'ordures ménagères est motivée par les éléments suivants :

1. L'incinération est un frein à l'indispensable réduction à la source des déchets utilisées, brûlant généralement des ordures brutes (contrairement à ce que prévoit la loi), elle évite de s'interroger sur le contenu de nos poubelles ; la capacité nominale d'un four (toujours supérieur aux nécessités initiales du syndicat qui le met en place) n'est pas modulable en fonction de l'évolution des besoins : une telle installation tire vers le haut la production de déchets.

2. L'incinération contrarie le recyclage des déchets à PCI élevé : papiers, cartons et plastiques, faciles à trier sont aussi les meilleurs combustibles dans les déchets, donc nécessaires à l'incinérateur pour obtenir dans les fours une température élevée. Des déchets « trop bien triés » sont impropres à l'incinération. Partout où cohabitent tri et incinération, le recyclage reste faible, les matières sèches triées étant parfois même stockées en vue de réguler les apports à l'incinération.

3. L'impact environnemental de l'incinération est de plus en plus reconnu. Le constat d'une pollution directe par les fumées a conduit à des fermetures précipitées d'installations avec destruction des productions agricoles voisines. De nombreux incinérateurs ont été fermés en 2001 et 2002 : ces mesures salutaires n'ont pas pour but d'arrêter d'incinérer, mais de mettre en place une nouvelle génération d'usines dites propres, dont tout laisse à penser qu'elles seront vieilles et polluantes dans dix ou vingt ans.

4. La santé des populations est menacée autour des incinérateurs : des métaux lourds, dioxines, furannes ainsi que d'autres polluants sortent des incinérateurs, que ce soit par les fumées (même avec les meilleurs filtres), les éventuels rejets liquides du traitement des fumées et les diverses cendres. Sauf à revisiter les lois de la chimie l'incinération ne fait que transformer les déchets en les dispersant dans l'air (gaz, poussières, etc.) ou en les concentrant dans les cendres, ce qui les rend généralement plus toxiques.

Actuellement utilisés en sous-couche routière, les mâchefers (cendres lourdes, principal déchet visible de l'incinération, environ 30 % du poids initial) contiennent de telles quantités de plomb, qu'il ne serait même pas autorisé de les enfouir en CET de classe 2 !

5. Les prises de décision pour le traitement des déchets, en particulier le choix de la filière incinération, sont entourées d'une obscurité proportionnelle aux sommes engagées, dont certaines difficiles à justifier. Trop souvent, les élus et la population sont quasi dépossédés du contrôle de la gestion des filières, ce service public étant capté par les entreprises privées en recherche de marges bénéficiaires importantes. Cela oriente également le choix initial des filières, le tri-recyclage générant beaucoup plus d'emplois que de profits.

6. L'incinération détruit une grande quantité de matière organique qui serait plus utile dans le sol (humus) que dans l'air (gaz carbonique).

7. La chaleur de l'incinération peut être valorisée mais un circuit vapeur avec turbine électrique, d'un faible rendement pour un lourd investissement, monte le prix du kW quasiment au prix de rachat EDF. L'énergie restituée par l'incinération est toujours inférieure à celle nécessaire pour fabriquer la matière première (papier, carton, plastique) ; le bilan énergétique du recyclage est meilleur, sans compter l'économie de matière première.

Notre demande concernant l'incinération des farines animales est motivée par les éléments suivants :

1. Une disparition apparente des déchets de la production intensive permet de détourner les contraintes agro-environnementales et ainsi mettre en péril la charte de l'agriculture pérenne.

2. L'incinération, en fonction des tonnages traités, induit inévitablement une infrastructure lourde de transport, provoquant pollutions et risques sanitaires accrus. Les promoteurs de ces projets ne tiennent pas compte de ces coûts sociaux.

3. L'évolution de l'agriculture bretonne a créé dans notre région de gros problèmes de qualité de l'eau. L'orientation vers le tout-incinération (farines de viandes, fumier, lisiers, boues) nous conduit vers des problèmes graves de qualité de l'air et ne permettront pas la reconquête de la qualité de l'eau. Dans ce contexte, l'agriculture bretonne risque d'être définitivement discréditée.

4. D'autres techniques (méthanisation, thermolyse) ne nécessitant pas de lourdes infrastructures, sont bien plusvalorisantes (méthane, fertilisant naturel stabilisé), moins onéreuses (traitement des déchets crus) et plus sûres (élimination du stade farines animales et de leur stockage, d'où moins de risques sanitaires).

Éric S. Gourin

Pour le Nicob
(Non à l'incinération
en Centre-Ouest-Bretagne)

Des luttes écologistes

de l'Union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste

Stéphane

Les anarchistes ne vivent pas dans un vase clos et, comme tout un chacun, nous vivons certes d'amour, de révoltes et d'utopie, mais nous avons évidemment aussi besoin d'eau, si ce n'est fraîche, au moins de qualité, ainsi que d'une alimentation et d'un environnement sains, pour nous épanouir. Or, spécialement en Bretagne, mais ailleurs aussi, le capitalisme avec sa logique d'exploitation a mis ses sales pattes sur ces ressources, éléments essentiels à la vie même. Après la campagne contre les essais nucléaires de Chirac, et surtout lors de la venue du pape à Sainte-Anne-d'Auray en 1996, s'est constituée l'Union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste. De fait, nous ne vivons pas hors du temps et, en plus de nos investissements dans les luttes sociales, nous n'avons de cesse de nous impliquer dans les luttes dites écologistes qui abondent comme les algues vertes: nucléaire évidemment, eau, OGM, incinérateurs, extensions d'élevages industriels, etc.

Procédons en faisant un récapitulatif de ces luttes, dans lesquelles nous apparaissons collectivement, ce qui reviendra à ne pas relater ce que nombre d'entre nous peuvent faire individuellement: compostage des déchets, utilisation de lampes à basse tension, déplacements à vélo, végétarisme, etc.

Pour nous, il faut bien le dire, nous orientons beaucoup nos idées à destination des personnes plus ou moins conscientes qui s'activent dans les manifs. Notre but est de radicaliser ces personnes, c'est-à-dire faire en sorte que les problèmes soient traités à la racine: 1. Ce qui arrive est dans la logique du système capitaliste; 2. Le gouvernement n'est pas un moyen de combattre ce système mais il en est au contraire un élément; 3. Des réponses sincères ne peuvent exister que par la prise en main de nos affaires, par leur autogestion. Ceci est un effort qui avancera par l'expérience.

L'eau

La question de l'eau en Bretagne est devenue tellement primordiale qu'il en découle (si j'ose dire!) des manifestations de rue! « Patrimoine commun, élément indispensable à toute forme de vie, l'eau devrait faire l'objet des soins les plus attentifs. Les problèmes graves qu'elle pose aujourd'hui témoignent, au contraire, de la désinvolture avec laquelle les pouvoirs publics l'ont jusqu'à présent traitée. »

« Agriculture en plein délire, laxisme et complicité des pouvoirs publics, bénéfices considérables pour les compagnies privées. » Refuser de déléguer notre pouvoir pour pouvoir reconquérir l'eau et affirmer la nécessité d'en faire un service public, tel était le sens de la mobilisation de la FA à la manif Pour une eau pure à Pontivy (56) le 21 mars 1999. Nous terminions ainsi: « Le service public, c'est de l'eau pour tous, le service au public c'est de l'eau gratuite et de qualité pour tous, le service d'utilité sociale, c'est quand l'eau est gratuite et de qualité en faisant payer les multinationales fabricantes de pesticides. » En avril 2001, pour la deuxième grande manifestation pour l'eau pure, nous remettions le couvert à Lamballe (22).

L'agroalimentaire

Ainsi que nous venons de le voir, s'interroger sur la question de l'eau en Bretagne rend incontournable une analyse de l'industrie agroalimentaire. Ce système, qu'il faut bien appeler de destruction de l'environnement et d'élimination de la petite paysannerie, a été finement étudié par Jean-Pierre Tertrais du groupe La Commune de Rennes, dans sa brochure *Pour comprendre la « crise » agricole*, éditée en 2001. En tant qu'individus et groupes anarchistes, notre activité militante est là des plus classiques, nous nous mobilisons aussi, à l'instar d'Eaux et Rivières, pour signer les cahiers d'enquête d'utilité publique et incitons la population à le faire par voie de presse et de tracts. Plumergat en 1999, Merlevenez en 2002, etc. On peut dire que la campagne, menée en automne 2001, contre l'institut de Locarn qui rêve de « faire avec la mer ce qui a été fait avec l'agriculture en Bretagne » (propos du P-DG Le Hénaff) revêtait des caractères écologistes certains car c'était là s'en prendre aux promoteurs et aux décideurs du modèle agricole breton. Dans le Morbihan, nous sommes partie prenante d'un collectif de vigilance sur les agissements de ce réseau patronal.

Stéphane, militant de la FA du Morbihan.

Les marées noires

En ce qui concerne le naufrage de l'*Erika* en décembre 1999, affrété par la compagnie TotalFina, nous fûmes tout de suite dans les collectifs opposés à la marée noire. Agitation, prise de conscience, organisation des manifestations, nous étions au même rang que d'autres. Encore une fois, nous mettions en évidence le fait que la logique de profit, dans sa volonté d'accumulation du capital et de réduction des coûts, aboutissait « naturellement » à ce genre de catastrophes : pavillons de complaisance permettant la circulation de bateaux-poubelles, avec des équipages sous-payés et une sécurité méprisée, etc. Face à cette évidence, il n'est pas possible de n'apporter que des solutions techniques (bateaux à double coque, renforcement des garde-côtes, etc.), impasse dans laquelle s'enferment plus ou moins adroitement les gouvernements pour masquer leur responsabilité et leur incapacité. Un changement de système global est à mettre en œuvre car le trafic maritime, déjà immense, en particulier dans le rail d'Ouessant, ne cesse de se développer. Pour nous, il faut alors en finir avec la propriété privée des réserves de pétrole et des navires transportant les hydrocarbures, assurer le contrôle des bateaux par les organisations des marins qui doivent en assurer l'autogestion. Des camarades se sont investis sans compter dans le collectif Marée noire. La FA a édité deux affiches sur ce thème, dont une à l'initiative du groupe de Nantes. Nous avons réalisé un journal mural que nous avons collé sur les villes côtières pendant l'été. Plus modestement, à l'instar des collectifs locaux, car nous n'étions pas directement touchés, nous nous sommes aussi dressés dans la rue contre le naufrage du chimiquier *Ievoli Sun* qui a coulé fin 2000, un an après l'*Erika*, ainsi que contre la marée noire liée au *Prestige*.

Anti-OGM

Sur le terrain anti-OGM, dont notre approche ne se situe pas spécialement sur le terrain écologiste, alors que les médias essaient de l'y cantonner, nous mettons largement en avant le brevetage du vivant par les firmes, ce qui revient à accentuer encore plus leur mainmise sur l'ensemble du monde paysan. Dans le Morbihan, avec la Confédération paysanne et Attac, nous animons un collectif anti-OGM. Nous avions d'abord relayé l'information par la diffusion de tracts devant les supermarchés en 2000 et, en 2001, par des conférences débats.

En 2001 et en 2002, ce collectif a relayé les Journées internationales de luttes paysannes du 17 avril (Via Campesina) :

1. En 2001, sur la problématique des OGM, organisation d'une manif devant l'Inra (35) et conférence à Rennes avec trois intervenants : la Conférence paysanne, Attac, la FA.

2. En 2002, nous avons manifesté au son des casseroles, comme en Argentine, contre la répression du mouvement social dans le marché de Vannes (« contestation réprimée, planète en danger ») : déguisements, pancartes, etc.

Sur Nantes, c'est un collectif autonome qui s'est créé avec différentes mobilisations (manifestations, occupations de bateaux sur le port de Saint-Nazaire, actions dans des grandes surfaces).

Incinérateurs

Pour traiter les déchets, on nous « propose » des incinérateurs. Disons que les élus peu attentifs, parfois ignorants en la matière, d'autres fois achetés, en tout cas acquis à la logique de croissance, acceptent les incinérateurs. Il y en a pour traiter les déchets de l'agroalimentaire, il y a ceux pour les ordures ménagères. Nous nous opposons aux deux. Ainsi, en février 2002, nous étions à Plouray contre le projet de Doux d'incinérer les farines animales.

La population française se retrouve avec un stock de farines animales dont il faut se débarrasser. L'incinération est une échappatoire car ce procédé génère lui-même des pollutions (dioxines et métaux lourds). Incinération et usines de retraitements sont les moyens de maintenir la production actuelle alors que c'est celle-ci qu'il faut réduire. Les habitants doivent alors faire face à un problème dont ils n'ont pas eu à débattre et à décider avant de s'engager dans cette voie. Le marché de l'incinération est très lucratif car les communes s'engagent souvent pour vingt ans, les concessions ne sont pas sans rappeler celles du marché de l'eau. Il faut bien constater que ce sont souvent les mêmes compagnies qui sont présentes sur ce marché (Vivendi, par exemple). S'il existe des solutions techniques plus écologiques (méthanisation), pour nous il est important d'en finir avec le mythe de la croissance, de limiter l'emballage excessif, de rompre avec le productivisme. En Bretagne, de multiples collectifs sont nés en réaction à tous les projets. Là où nous sommes présents, nous nous investissons dans ces collectifs. À force de manifestations et d'échanges, des liens intercollectifs se forment : une prise de conscience que c'est un système global qui est à combattre se fait jour, chaque collectif local se pare systématiquement de l'attribut « ni ici ni ailleurs », témoignant d'un non-repli sur soi et même d'une véritable solidarité. Comme nous, de nombreuses personnes n'hésitent plus à grossir les rangs de chaque manifestation : 3 000 personnes à Carhaix en septembre 2002, 2 000 personnes à Vannes le 15 mars 2003.

Sur le plan nucléaire, je cite simplement les grandes campagnes dans lesquelles nous nous sommes investis, et que nous continuons à mener d'ailleurs, car cela fait partie de nos activités régulières : lutte contre le projet de centrale nucléaire au Carnet (44) en 1997 ; en 2000, lutte contre les projets d'enfouissement de déchets nucléaires ; en octobre 2001, grande manifestation antinucléaire de Nantes ; au printemps 2002 contre le bateau français *Défi Aréva* basé à Lorient ; en juin 2002 contre le nucléaire civil et militaire à Crozon (29).

Conclusion. Sur plusieurs fronts, ce n'est pas d'hier que la Fédération anarchiste est présente dans les luttes écologistes, il peut même être dit que nous faisons partie de leurs paysages « naturels », tant les drapeaux noirs et nos tracts sont devenus coutumiers. Affirmant notre critique du mythe de l'abondance, de la croissance qui serait bonne pour l'emploi, comme le chantent malheureusement les pouvoirs publics, le patronat et ses médias, mais aussi malheureusement nombre d'organisations syndicales, nous ne changeons pas notre fusil d'épaule. Au contraire, c'est fort de nos bases anticapitalistes, antiautoritaires et de la revendication de l'organisation sociale selon le principe du fédéralisme, que nous abordons sereinement ces questions. **S.**

Le nucléaire

une indépendance qui nous enchaîne

Lancelot Dulac

En 1942, les Américains découvrent comment fabriquer du plutonium. Le premier usage de masse de la nouvelle énergie nucléaire sera bientôt connu de tous : les 6 et 9 août 1945, les bombes atomiques lâchées sur Hiroshima et Nagasaki font plus de 200 000 morts. En France, au sortir de la guerre, le général de Gaulle cherche les moyens d'une indépendance militaire à l'égard des USA et de l'URSS. Son ambition est aussi d'obtenir une force de frappe nucléaire. Il crée le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). En 1956, le site de Marcoule (Gard) voit le jour ; il abrite trois réacteurs qui pourront fournir l'armée française dans sa course à l'armement atomique. La production de plutonium militaire permettant aussi la production d'énergie électrique, cette dernière sera revendue à EDF. Plus tard, EDF mettra en place sa propre production d'électricité produite par le nucléaire.

Le plutonium constituait un matériau plus abondant et moins cher (il vient du combustible usé des centrales atomiques) que l'uranium. L'uranium étant acheté à des pays tiers, la notion d'indépendance était donc toute relative. La France décidant de se servir de plutonium pour produire de l'énergie construit des « surgénérateurs » : Rapsodie à Cadarache en 1967, Phénix à Marcoule en 1973, Super Phénix à Creys-Malville en 1977. Bien avant, l'usine de retraitement de La Hague ouvre en 1966. La filière « retraitement-recyclage » voit le jour et s'étend ; la France compte aujourd'hui parmi les pays les plus nucléarisés au monde. Après le choc pétrolier de 1970, la montée des prix du baril du pétrole, la nationalisation de l'exploitation du pétrole, la défiance des pays producteurs de pays occidentaux ex-colonisateurs, amènent la France à prendre en 1973 une décision dont nous payons toujours les conséquences : la construction de 56 réacteurs. Aujourd'hui, 76 % de l'électricité produite par la France (15 % de son énergie consommée) provient du parc électro-nucléaire.

Historiquement, le développement exponentiel de l'industrie nucléaire obéit donc à divers critères : développer une force de frappe autonome des deux blocs (USA et URSS) pour affirmer une suprématie militaire française ; constituer un arsenal militaire atomique ; l'indépendance énergétique vis-à-vis de pays tiers, fournisseurs de pétrole ; créer un modèle de production énergétique exportable ; enfin, investir pour gagner la guerre économique au moyen d'une énergie abondante et politiquement sous contrôle.

Puissances nucléaires et financières

Au fil du temps, les sociétés qui contrôlent l'activité nucléaire en France vont évoluer. Elles se caractérisent toutes par un gigantisme financier, une puissance omnipotente souvent d'origine étatique, une dimension souvent transnationale avec des regroupements ambitieux, et des États et lobbies en appui. Parmi les plus connus dans ce secteur, le CEA fut créé en 1945 par l'État, et on lui confie la recherche sur le nucléaire. Le CEA affichait en 1998 un chiffre d'affaires de 9,16 milliards de dollars. CEA-Industrie est classé au 19e rang des entreprises françaises en 1997.

La Cogema est une filiale de CEA-Industrie. Elle travaille notamment à l'extraction d'uranium en France mais surtout à l'étranger : Niger, Australie, Canada, ex-URSS.

Framatome est un groupe public français constructeur de réacteurs nucléaires. Une récente alliance avec l'allemand Siemens AG l'a hissé au premier rang mondial dans son secteur d'activité.

La société Areva, sur un marché en pleine évolution, se constitue le 3 septembre 2001. Elle est créée par CEA-Industrie, Cogema et Framatome. EDF et la Caisse des dépôts et consignations font aussi partie des actionnaires. Elle représente 50 000 salariés et 7,89 milliards de dollars en 2001.

Dans le milieu qui décide de l'avenir du nucléaire hexagonal, les ingénieurs des hautes écoles (Ponts et Chaussée, Ena, Normale, etc.) sont omniprésents. Fidèles à l'État qui a créé cette activité dangereuse, ils n'ont de cesse de continuer sur une voie jamais remise en cause malgré les aberrations économiques et financières, les dangers écologiques et les impasses techniques.

Un État bienveillant, un capitalisme incontrôlable

Il est notoire qu'en France cette énergie d'origine nucléaire n'est viable que par une lourde prise en charge de nombreux coûts par l'État. L'exemple flagrant est évidemment la non-intégration dans le coût de production des sommes qui seront investies pour le démantèlement et l'entretien des installations en fin de vie : pour la seule installation de Marcoule, on parle d'une somme de 5 milliards d'euros qui serait nécessaire. Or l'une des menaces qui pèsent sur EDF, c'est précisément le non-provisionnement d'un compte destiné à payer ces travaux et qui devrait représenter des dizaines de millions d'euros.

Autre pratique contestable : le faible niveau de responsabilité financière des exploitants en cas d'accident nucléaire. Alors que la catastrophe de Tchernobyl a eu un coût financier (pour ne parler que de celui-là) qui a été estimé à plus de 100 milliards de dollars, en France le législateur a évalué le coût d'un accident à une somme comprise entre 2 et 4 milliards d'euros. Si les entreprises qui exploitent

le nucléaire devaient réellement prendre en compte les coûts réels d'un accident majeur, elles cesseraient leurs activités en raison du prix exorbitant des assurances.

De toute façon, la course aux profits influe inévitablement sur le marché des énergies et façonne l'évolution du nucléaire. Ainsi, au fil du temps, l'extraction de l'uranium (que l'on croyait rare il y a cinquante ans) qui coûtait 150 euros la tonne a vu ses prix tomber à 30 euros. Cette situation rend la filière plutonium choisie par la France encore plus onéreuse. Cela peut expliquer pourquoi il a été décidé de repousser la fermeture de certaines installations nucléaires, pour les rentabiliser. En outre, ce plutonium, qui provient de la combustion de l'uranium dans les réacteurs ou des stocks d'armes nucléaires, est aujourd'hui mélangé à de l'uranium appauvri. Ce mélange, une trouvaille française, donne du Mox qui est utilisé comme nouveau combustible, surtout en France mais aussi au Japon, en Belgique, en Allemagne. Or les coûts du Mox sont au moins trois fois supérieurs au prix de l'uranium. La Belgique a décidé de fermer son unité de Dessel, les projets japonais d'utiliser du Mox restent lettres mortes suite à des scandales sur des incidents importants non révélés aux autorités, l'Allemagne a réduit drastiquement ses ambitions sur le nucléaire. Toutes ces décisions sont inspirées par la prise en compte du coût colossal et du danger de cette production énergétique. L'État français, là encore, a accepté ce pari fou de produire du Mox que la Cogema nous présente comme un « recyclage » de déchets (ce qui est faux), et finance son déficit chronique. Il y a donc beaucoup d'argent pour certains secteurs, un peu moins pour l'éducation ou les retraites. Ce qui amène EDF à pousser à la consommation d'énergie à travers la préconisation d'installations de convecteurs électriques, par exemple. Ce qui permet de justifier la surcapacité du parc électronucléaire et d'obtenir plus de bénéfices auprès des consommateurs. La course au productivisme et à la consommation...

Le libéralisme et le nucléaire

Si les lois de l'offre et de la demande influent déjà fortement sur le marché global des énergies et façonne l'évolution du nucléaire, la tendance du capitalisme est la libéralisation des services publics. Il est déjà possible d'observer ce que le capitalisme libéral a réalisé en Angleterre. Privatisé en 1996, le géant nucléaire britannique British Energy fournit 25 % de l'électricité du pays et possède huit centrales nucléaires. Or, en Angleterre, l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie a occasionné de fortes baisses. Les tarifs du mégawatt-heure ont chuté, rendant la production d'énergie d'origine nucléaire déficitaire. Ajoutons à cela des incidents survenus dans quatre réacteurs qui ont dû fermé, l'augmentation du coût du retraitement des déchets nucléaires. Et on obtient une British Energy au bord du dépôt de bilan. L'État britannique organise actuellement le retour de cette société dans son giron puisque les capitalistes anglais ne veulent pas investir dans la filière nucléaire et que les réserves de pétrole en mer du Nord s'épuisent. Et, surtout, faute d'argent, que deviendraient le maintien et l'entretien des installations dont le danger s'étale sur des centaines d'années ?

Cet épisode, mis en perspective avec l'exception française, met bien en évidence le rôle des États dans la pérennisation de la voie nucléaire. On comprend aussi les dangers qui nous menacent lorsque les capitalistes vont déréguler les prix de l'énergie en Europe puisque ce marché doit s'ouvrir à la concurrence progressivement, suite à la décision du sommet européen de Barcelone en 2001. De plus, si le privé s'empare un jour de la production d'énergie nucléaire, les coûts devront être compressés pour devenir compétitifs (si c'est possible). Que vont devenir les règles de sécurité, de contrôle, de protection des salariés et des populations voisines ? Or les défaillances technologiques ou humaines dans ce domaine peuvent aboutir à des conséquences irréversibles et mortelles, à grande échelle. On ne badine pas avec la mort !

Logique de profit, logique d'État

Au bout du compte, l'industrie nucléaire, immergée dans le processus capitaliste, participe elle aussi à la course permanente au profit et à la compétition : c'est sa raison d'exister. Cette course s'opère à l'échelle internationale. Nous savons tous que la production d'énergie est une des batailles colossales que les capitalistes et les États se livrent entre eux. La guerre en Irak l'illustre tristement. Aussi, des firmes sont prêtes à n'importe quoi, même si c'est dangereux, pour obtenir et fournir de l'énergie. Et comme les décideurs habitent généralement loin des lieux de production, qu'importe s'il y a danger pour nous.

Mais si cette activité criminelle qu'est le nucléaire trouve une justification au sens capitaliste, il faut souligner le rôle déterminant des États. N'en déplaise aux partisans du service public étatisé, qu'ils soient syndicalistes ou « à gauche de la gauche », si des sociétés publiques et privées prospèrent dans cette filière, c'est parce que les États cautionnent politiquement, militairement, et surtout financièrement. Dans le domaine du nucléaire particulièrement, ce n'est pas que la logique de profit qui prime ; c'est aussi la raison d'État. Et lorsque des États décident l'arrêt du nucléaire, les rigueurs des lois du marché leur rappellent parfois qu'il est toujours possible de revenir sur une décision. L'argument suivant lequel le nucléaire combat l'effet de serre en conformité aux accords de Kyoto (limitation des effets de serre) est une nouvelle pirouette. Les États-Unis, de leur côté, louchent sur des réserves d'énergie qui baissent et envisagent un redémarrage d'un programme nucléaire ; les Chinois, après une pause, viennent d'annoncer qu'ils allaient multiplier par dix leur production électronucléaire. Qui nous assure que demain, les États belge, allemand, etc. ne reviendront pas eux aussi sur leurs décisions d'arrêter le nucléaire ? Le débat sur l'arrêt immédiat du nucléaire – mot d'ordre des libertaires notamment – ou la sortie progressive du nucléaire prend là tout son sens.

À y bien réfléchir, le combat antinucléaire ne peut pas contourner cette alliance État-capital qui permet à l'édifice nucléaire de se justifier et de se maintenir, bon gré mal gré. Livrer la guerre au danger et au mensonge nucléaires, c'est mener la guerre contre ses propriétaires et ses bénéficiaires. Dans la lutte antinucléaire, l'État et le capital sont bien nos ennemis. À nous de savoir éviter les pièges réformistes et individualistes en avançant une démarche radicale, c'est-à-dire globale et politique en faveur de l'arrêt immédiat du nucléaire.

L. D.

Les petits bras de l'extrême gauche

Bernard

Fraîchement débarqué de la planète Marx...

Que ce soit la gauche institutionnelle ou dite révolutionnaire, celle-ci comme elle en a l'habitude lors des différentes luttes (sans papiers, etc.), tente de récupérer le mouvement antimondialisation pour ses propres intérêts internes, pour favoriser son rapport de force dans la recomposition actuelle de la gauche. Loin de ces stratégies politiciennes, nous devons dénoncer ces récupérations, ces dérives afin de valoriser une stratégie de lutte indépendante, basée sur des modes de l'action directe, sur des modes d'auto-organisation.

Bernard milite au groupe Déjacque à Lyon.

Le fonds de commerce habituel des campagnes électorales d'Arlette Laguillier et de Krivine consiste à tirer à boulets rouges trotskis, sur le contenu réformiste et l'impasse politique à laquelle conduisent les alliances électorales type « union de la gauche » ou « gauche plurielle ». Et, bien sûr, ils se proposent de nous guider vers la ligne juste et indépassable du marxisme révolutionnaire radieux et radical.

En 1995, Arlette, arc-boutée sur son discours léniniste, obtenait un peu plus de 5 % de voix aux présidentielles (avec déjà près de 50 % d'abstention). Mais elle se révélait bien incapable de s'appuyer sur ce « succès » électoral pour matérialiser une vague annonce de nouveau parti, regroupant tous les contestataires. C'est que son organisation, Lutte ouvrière (LO), n'avait ni la carrure politique ni la capacité culturelle pour réaliser ce projet. La brève alliance de LO avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) aux élections européennes qui suivirent fut sans suite politique. Le raz de marée des luttes et manifestations de travailleurs de décembre 1995 contre le démantèlement de la protection sociale ont balayé tout cela et d'autres perspectives se sont fait jour.

Besancenot, la coqueluche médiatique

Pourtant, ce précédent électoral n'est pas sans lien avec l'émergence du produit Besancenot sur la scène médiatique de la présidentielle de 2002. Le créneau électoral d'un vote contestataire d'extrême gauche existe bel et bien, du fait de l'usure de la gauche gouvernementale. La LCR a saisi cette opportunité et réussi à supplanter Arlette avec la bonne bouille d'un jeunot, cool, postier et capable de se revendiquer communiste libertaire quand c'est nécessaire.

De plus, le refus de LO d'appeler à voter Chirac au deuxième tour des présidentielles a conforté l'avantage médiatique de Besancenot, qui a su être un ardent défenseur de la démocratie bourgeoise.

En effet, les journalistes qui aiment bien mettre un peu de piment gauchiste dans les farces électorales savent aussi punir tout refus de jouer le jeu lorsque la démocratie représentative est prétendument mise en danger par l'extrême droite.

Depuis, la cote médiatique d'Arlette est nettement à la baisse, et la LCR ne se sent plus pisser ! Besancenot est devenu la coqueluche de tous les journalistes.

Au-delà de cette mise en scène des petits chefs, il y a d'autres enjeux qui se peaufinent. Un virage politique profond est amorcé par la LCR qui prétend avoir doublé ses effectifs dans cette opération électorale.

Le grand écart de la LCR

Le fait nouveau est que la LCR ambitionne d'être non seulement l'organisation des révolutionnaires, mais aspire aussi à rassembler tous les déçus de la gauche institutionnelle (PC et PS) dans la perspective de créer une nouvelle organisation ayant ses propres élus et relais institutionnels.

Pour ce faire, elle mise surtout sur une désintégration totale du PC, et espère attirer des franges d'écolos ainsi que quelques fractions radicales de la gauche du PS.

Et, pour cela, elle est prête à tous les sacrifices. En particulier, elle essaie de chapeauter et d'encadrer, voire de briser toute velléité de mouvements autonomes qui n'auraient rien à faire de leur stratégie et qui pourraient lui faire de l'ombre, en mettant en relief les contradictions de cette stratégie du grand écart.

Pour réussir, il faut que la LCR devienne crédible vis-à-vis de toutes les couches électorales de gauche quelque peu désarçonnées et déboussolées par l'échec de la gauche plurielle. Il s'agit de profiter de cet espace-temps pendant lequel le PS est déstabilisé, faute de grand chef incontesté, et le PC éclaté entre différentes factions sans perspectives politiques immédiates.

Sur le fond, la LCR est décidée à utiliser son aura d'organisation révolutionnaire pour crédibiliser l'émergence d'un nouveau parti avec des chefs qui seraient vraiment 100 pour 100 à gauche.

Face à l'océan de trahisons et de compromissions dans lesquelles la vieille direction de gauche a sombré, la LCR veut apparaître comme étant en capacité de régénérer la direction de la gauche.

Rien de nouveau depuis Trotski qui voulait régénérer la direction du parti bolchevik.

Quand la grenouille se veut bœuf

Mais la LCR a-t-elle les moyens de sa politique ? Le PC est-il vraiment en liquidation totale ? Le PS est-il déstabilisé à ce point ? Rien n'est moins sûr.

Tout d'abord la base sociale propre à la LCR ne représente pas grand-chose face aux réseaux du PC.

Par ailleurs, sa stratégie d'entrisme consistant à placer des militants à des postes clés au sein des structures sociales et syndicales a ses limites. Il ne suffit pas de monter une opération symbolique comme récemment la LCR l'a fait en rassemblant 500 militants syndicaux pour que la grève générale annoncée soit déclenchée.

Quelle est l'emprise réelle de la LCR sur les syndicats Sud, Attac, Droits devant ou AC ! et la nébuleuse des mouvements anti et alter mondialisation ?

Quelles luttes sont-ils capables d'impulser par eux-mêmes ? Quelles perspectives politiques concrètes offrent-ils ?

Franchement, pas plus que les autres composantes de l'extrême gauche et que les libertaires.

C'est dire si leur calcul relève du bluff et d'un évident appui médiatique.

La cerise sur le gâteau est que La LCR appuie la réintégration du PS dans le champ social, en particulier en l'aidant à trouver une place dans les manifestations antiguerre. Elle croit pouvoir en tirer un bénéfice politique en négociant quelques strapontins dans les bureaucraties politiques et syndicales.

Les rabatteurs de la social-démocratie

À ce petit jeu de dupe, elle risque de se couper des mouvements associatifs et syndicaux alternatifs fonctionnant plutôt sur la démocratie directe et les luttes sociales que sur des calculs électoraux. Alors que le PC a tenu son congrès et prépare son positionnement au sein de la société française. Ses différentes composantes savent que leur survie est conditionnée par leur capacité à rester ensemble. Il est fort peu probable de voir le PC se suicider comme cela s'est produit en Italie. Il n'y aura pas de vide politique à gauche permettant à la LCR d'occuper son espace social, d'autant plus que LO et le PT sont eux aussi, à leur manière, sur les rangs.

Quand au PS, le renouvellement de sa stratégie et de ses cadres est largement entamé. Les Montebourg et autres jeunes loups font beaucoup de bruit, créent leurs tendance et courant pour mieux rester à l'intérieur du PS et éviter l'égarement des adhérents.

Le plus probable est que la dégradation du climat social qui s'amplifie va permettre au PC et au PS d'en faire porter la responsabilité à la droite et de jouer l'alternative politique.

La LCR portera une part de responsabilité dans leur crédit retrouvé. Elle n'aura servi que de rabatteur et d'écran de fumée pour affaiblir les potentialités de rupture politique sur des bases anti capitalistes qui se dessinent de plus en plus clairement dans le monde du travail.

À coup sûr, les mêmes qui la mettent en avant aujourd'hui sauront lui faire son affaire lorsqu'ils jugeront la chose opportune. **B.**

Une bonne Claaac au G8

David

EN VUE des mobilisations d'opposition et de résistance au sommet du G8 qui se tiendra en France, à Évian, en Haute-Savoie les 1er, 2 et 3 juin 2003, mais aussi précédemment à Paris du 25 au 27 avril pour les questions spécifiques à l'environnement, des organisations libertaires et anarchosyndicalistes (Organisation communiste libertaire, Alternative libertaire, Fédération anarchiste, Organisation socialiste libertaire, No Pasaran et des syndicats de la Confédération nationale du travail) ont impulsé la création d'une Convergence des luttes antiautoritaire et anticapitaliste contre le G8 (Claaac G8 !). Cette convergence est actuellement en cours d'élargissement au plan international.

Pour l'autonomie d'un mouvement social révolutionnaire !

La Claaac G8 ! entend développer des perspectives alternatives de rupture avec les logiques capitalistes et autoritaires qui mettent en coupe réglée la vie quotidienne des populations partout sur la planète. L'objectif est simple, faire exister un pôle politique et syndical anticapitaliste, antiautoritaire et révolutionnaire qui soit autonome des courants réformistes, des ONG ou de tous ceux qui veulent simplement humaniser le capitalisme. L'enjeu est de taille à l'heure où les partis de gauche, toutes tendances confondues, tentent de s'emparer du mouvement né des rassemblements populaires antimondialisation, souvent basés sur des pratiques d'action directe, pour mieux le canaliser tout en s'en servant de marchepied électoral. D'un côté la social-démocratie, sous sa version réformiste, tente de retrouver un semblant de légitimité en s'impliquant dans ce qu'elle nomme le mouvement alter-mondialiste. D'un autre côté, la social-démocratie, sous sa version « révolutionnaire » (l'extrême gauche et la LCR en particulier) joue sur tous les tableaux, celui du consensus unitaire le plus large possible comme celui des espaces de radicalités, afin de favoriser son intégration dans le champ de la gauche institutionnelle tout en se présentant comme un aboutissement électoral pour le mouvement social. Dans un tel contexte, à nous de nous démarquer par nos analyses, nos pratiques et nos initiatives afin de prouver que les libertaires peuvent représenter une force non négligeable actuellement.

Unis pour agir !

En effet, l'initiative de la Claaac peut s'avérer être un véritable atout pour notre mouvement à court comme à plus long terme. Les organisations libertaires ont su montrer que par-delà leurs spécificités et leurs différences, elles savaient se retrouver sur l'essentiel, chercher avant tout ce qui les rassemble plutôt que ce qui les divise, parler et agir collectivement sur un objectif précis. Nul doute que, si cette campagne est menée à bien jusqu'à la fin, nous aurons eu plus de poids et d'audience que la simple addition de nos réseaux respectifs et qu'il en restera des traces pour les luttes futures que nous aurons à mener.

Nous pensons, en effet, que nos organisations tout comme bien d'autres structures de luttes de base (collectifs, syndicats, groupes spécifiques) peuvent, au-delà de références idéologiques, converger sur des éléments fondamentaux comme le refus de la délégation de pouvoir et notamment de la voie étatique du changement social, l'auto-organisation et l'autonomie du mouvement social sur des bases antiautoritaires ou encore l'action directe révolutionnaire et la désobéissance sociale.

Une campagne commune

Afin de se donner les moyens de diffuser ces idées et pratiques, la Claaac a lancé depuis le 1er mars une vaste campagne de mobilisation. Plus de 30 000 affiches et autocollants ont été imprimés, des tee-shirts sont disponibles et le premier numéro d'un journal de mobilisation est diffusé à près de 20 000 exemplaires en attendant le numéro 2 qui devrait sortir pour les mobilisations contre le sommet de l'environnement à Paris, fin avril.

La campagne de la Claaac est axée sur cinq grands thèmes qui sont apparus comme centraux aujourd'hui dans nos luttes, dans nos refus comme dans nos revendications, tout comme dans ce que symbolise le G8.

Le refus du capitalisme car le G8 regroupe les gouvernements des 8 pays les plus riches et industrialisés du monde, et il impose un ordre mondial au profit d'une minorité richissime et au détriment d'une immense majorité d'individus asservis et opprimés. Le refus des guerres et du militarisme car le capitalisme c'est la guerre et, comme nous l'avons dit, le capitalisme c'est en partie le G8. Et l'actualité est bien là pour

nous rappeler la pertinence de cette analyse. Le refus du patriarcat car les logiques capitalistes provoquent, en particulier, une globalisation et une régression de la situation des femmes dans le monde. Face à ces refus, la Claaac privilégie de mettre en avant les revendications pour la liberté de circulation des personnes et de promouvoir la pratique de l'action directe dans les luttes.

Évian... Évian !

La campagne de la Claaac doit culminer, fin mai et début juin en Haute-Savoie, dans la région d'Évian lors de la tenue du sommet du G8 et durant les jours qui précédent. Les organisations signataires de la Claaac se sont en effet engagées à mener ensemble un certain nombre d'initiatives qui se dérouleront toutes dans la région de Genève et Annemasse, Évian étant inaccessible pour cause de zone militarisée, « zone rouge » coincée entre les Alpes et le lac Léman, sans voie d'accès possible.

Dès le mercredi 28 mai, la Claaac sera pleinement investie dans le Village alternatif, anticapitaliste et antiguerre (Vaaag, voir encadré) où elle participera à l'animation de la vie du village, aux différentes initiatives qui s'y tiendront comme le Forum des luttes sociales animé par nos camarades de la CNT et y animera ses propres débats. Le jour de l'ouverture du G8, le dimanche 1er juin, la Claaac apparaîtra sous la forme d'un cortège unitaire noir et rouge dans la manifestation de masse qui devrait normalement être transfrontalière en partant de Genève pour traverser la frontière et la ville d'Annemasse pour se rendre sur la route qui se dirige vers Évian. En coordination avec la fin de cette manifestation, toute une série d'actions de blocage des accès du sommet sera mise en place. Enfin, la veille, la Claaac devrait participer à une initiative populaire dénommée « le feu au lac » qui vise à encercler le lac Léman de feux festifs et protestataires.

Donnons-nous les moyens de réussir

En attendant d'être à Évian, il nous faut faire vivre cette campagne et rassembler le plus largement possible autour de la Claaac tous ceux et toutes celles qui sont attaché(e)s à l'affirmation d'un mouvement libertaire et révolutionnaire.

Dans la pratique, la Claaac fonctionne sur deux niveaux : un niveau national/international, où chaque organisation, collectif, syndicat signataire de notre appel participe afin de coordonner notre campagne dans son ensemble, et un niveau local avec la mise en place de collectifs de la Claaac qui regroupent sur une zone géographique les organisations mais aussi les collectifs et les personnes qui souhaitent s'impliquer dans la Claaac. Ces collectifs s'occupent à relayer sur le terrain la campagne et à élaborer des propositions pour les réunions de coordination nationale. Localement, des collectifs se sont déjà constitués sur plusieurs villes, départements ou régions. Alors si vous avez envie de participer à la mobilisation contre les saigneurs du monde n'hésitez pas à prendre contact avec nous afin de rejoindre la Claaac et sa campagne. **D.**

CLAAAC G8
la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon
claaacg8@claaacg8.org
www.claaacg8.org

Le Village alternatif, anticapitaliste et antiguerre (Vaaag)

Les 1er, 2 et 3 juin 2003, se tiendra le sommet du G8 regroupant les chefs d'État des huit pays les plus industrialisés. C'est un endroit retranché qui a été choisi pour organiser cette réunion : Évian-les-Bains, ville située près des montagnes de Haute-Savoie. Un dispositif militaro-policier d'envergure sera, sans doute aucun, mis en place afin de boucler la région lémanique et d'empêcher les manifestants d'accéder à la « zone rouge ».

Afin de ne pas renouveler les expériences des précédents contre-sommets et de se trouver dans un affrontement sans issue avec les forces de l'ordre, nous envisageons de construire un village aux abords du contre-sommet, un village placé sous une double bannière : anticapitaliste et antiguerre. Nous imaginons cet espace comme un lieu autonome d'action et de réflexion, un lieu en rupture avec le système marchand et avec le capitalisme, un lieu au sein duquel seraient mises en avant les pratiques collectives fondées sur l'autogestion et sur la démocratie directe.

Ce village sera un laboratoire d'idées au sein duquel seront organisés des débats, des forums – dont le forum des luttes sociales – et des manifestations liées à la contre-culture – concerts, théâtre, projections –.

Ce village sera, enfin, le réceptacle des idées que nous défendons localement et quotidiennement telle la liberté de circulation et d'installation ; il proposera l'alternative d'une société dégagée de tout autoritarisme, capitalisme, racisme, fascisme ou sexisme.

Si, vous aussi, vous voulez porter ce projet, nous vous invitions à nous contacter pour rejoindre un collectif « village ». En effet, de nombreux collectifs locaux sont déjà en place dans plusieurs villes et régions afin d'organiser le projet du Vaaag.

Vaaag, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
06 11 29 02 15
www.vaaag.org

la décroissance contre le développement

On ne peut pas imposer à une planète fermée et limitée – la Terre – une croissance illimitée. Nous (pas de manière égalitaire, évidemment) consommons de plus en plus de ressources et produisons de plus en plus de déchets. Alors que la Terre s'épuise, gouvernements et multinationales maintiennent le dogme « consommation + nouvelles technologies = progrès = croissance = emploi ».

La première apparition de la notion de développement date de 1949 lors d'un discours de type évangéliste de Truman, président des États-Unis. Il s'agissait à l'époque d'étendre l'aide technique et scientifique dont bénéficiait certains pays d'Amérique latine à d'autres pays défavorisés.

Le développement symbole des Trente Glorieuses (1945-1975) se révèle être une grande entreprise paternaliste – « les pays riches développent les pays sous-développés » en vue de leur occidentalisation d'après l'archétype du mâle-blanc-riche-électeur.

Croissance, progrès et développement sont intimement liés et difficilement critiquables à moins de vouloir passer pour un être hurluberlu ou arriéré. Mais le modèle occidental n'est pourtant pas universalisable; aussi bien d'un point de vue matériel qu'écologique, le développement n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, et la mondialisation n'est que la poursuite du développement... Les pays pauvres ne peuvent rattraper leur « retard » sur les pays riches, d'autant plus que ces derniers continuent leur fuite en avant. Et, de fait, la polarisation des richesses est plus forte que jamais. Si la richesse moyenne a été multipliée par six depuis 1950, le revenu moyen des habitants des cent pays les plus pauvres a fortement chuté, et les trois personnes les plus riches de la planète ont une fortune supérieure au PIB des 48 pays les plus pauvres! Autre chiffre significatif: 20 % de la population consomme 80 % des ressources naturelles de la planète.

La croissance est basée sur l'accumulation de capital, on ne peut donc remettre en cause la croissance sans remettre en cause le capitalisme. Pourtant, certains (institutions internationales, patrons, gouvernements, ONG, etc.) veulent nous faire croire qu'ils et elles auraient trouvé la solution – le développement durable – sans remettre en cause véritablement la logique du système dans lequel on vit.

Il suffirait de saupoudrer un peu de social ou d'écologie sur le développement pour que celui-ci devienne un modèle à suivre. Pourtant, il ne peut pas plus y avoir de capitalisme à visage humain que de développement à visage humain!

Ainsi, les expressions des années soixante-dix « produire différemment », « arrêter la croissance », chères aux écologistes, ont disparu au profit du tout-durable et d'une intégration accrue des associations et ONG dans le circuit institutionnel.

Renommer « développement durable » (ou ses déclinaisons: croissance durable ou soutenue, tourisme durable, agriculture durable, etc.) la « croissance » ne change rien puisque cette dernière se fait toujours au bénéfice des plus riches dans un but de développer la consommation, de trouver des nouveaux marchés. Même le FMI et la Banque mondiale reprennent ces termes. Cela n'empêche pas les pays riches de continuer à piller les pays du Sud, avec l'aide des élites locales, tout en les inondant de déchets, de produits et de notre culture occidentale, de façon à accélérer l'uniformisation du monde.

En outre, les pays pauvres et leurs habitants sont rendus responsables de leur propre situation et de l'augmentation de la pollution: ils et elles continuent de détruire la forêt pour se chauffer et faire la cuisine, augmentent le trou dans la couche d'ozone avec leurs usines sales tandis que nous, nous avons des centrales nucléaires propres, des voitures avec des pots catalytiques, etc.

La lutte pour la décroissance... et pour une économie où la production serait liée à une utilité sociale doit se faire à différents niveaux:

– Individuel: changer notre quotidien, consommer différemment et, au moins, arrêter le gaspillage, recycler, etc.

– Collectif: se regrouper permet de mieux vivre à moindre coût; lutter contre les nouveaux projets pharaoniques et inutiles ici et ailleurs qui n'ont pour but que de faire circuler davantage de marchandises, de capitaux, de cadres, de patrons par les aéroports, autoroutes, TGV, centrales nucléaires, etc.

Lutter contre ce système n'est évidemment pas simple et demande tout un travail de discussion et d'explication, notamment par rapport aux accusations qu'on peut nous porter de vouloir retourner à l'obscurantisme ou à une mythification d'un passé originel merveilleux.

Il s'agit de passer d'une société aux besoins infinis, disproportionnés par rapport aux ressources et inégalitairement répartis, à une société dont les besoins seraient « justes », au double sens de justice sociale et d'adéquation au maintien de l'équilibre écologique planétaire.

Gile
Clag8 Nantes

Sources:

Articles

« Le développement durable: mystification et boniments » in *Courant alternatif*, n° 127, mars 2003.

« La décroissance », dossier dans *Silence*, n° 280, février 2002.

« Défaire le développement, refaire le monde », dossier dans *l'Écologiste*, n° 6, hiver 2001.

Livres

François Partant, *la Fin du développement*, Actes Sud.

Serge Latouche, *la Planète uniforme*, Climats.

Gilbert Rist, *le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presse de sciences po.

Sites internet

http://www.apres-developpement.org/

http://www.decroissance.org/

Angers

la lutte des salarié(e)s d'ACT

Hervé Richard

La globalisation du captalisme se manifeste souvent pour les ouvriers d'Europe par des suppression d'emploi. Des luttes dures mais le plus souvent isolées parviennent au mieux à limiter la casse. Ce qu'il faut, c'est se réapproprier le système de production dans son ensemble.

Hervé Richard est militant du groupe FA de Nantes

QUE SIGNIFIE développement durable quand des milliers de salarié(e)s se font licencier, quand leur activité est délocalisée, quand le tissu industriel d'une région se délite? Quel poids a le développement durable face à la nécessité impérieuse pour le capitalisme de développer à tout prix ses profits?

Qu'on se dise donc qu'il y a foncièrement antinomie entre le développement capitaliste et la vie des gens, de leur aspiration à vivre, à s'inscrire dans la durée, à lancer des projets personnels et collectifs. Le capitalisme, à un moment ou à un autre de son développement, en vient à démolir les équilibres économiques, sociaux, affectifs ou environnementaux sur lesquels les populations avaient bâti leur vie.

Les personnels de plusieurs entreprises du Maine-et-Loire (alias Anjou) de la métallurgie, de l'électronique, de l'habillement ou de la chaussure en savent quelque chose, victimes de plans sociaux, de fermetures ou de délocalisations.

Pôle de l'électronique, en crise

Angers croyait tenir dans les années soixante avec l'arrivée des secteurs électroniques et informatiques (Bull, Thomson, NEC, Motorola) un nouveau pôle de développement qui devait remplacer les secteurs déclinant des ardoisières et du textile. Aujourd'hui, ce secteur qui emploie près de 9000 personnes en Anjou est fragile et il se développe surtout une électronique de sous-traitance, particulièrement exposée aux aléas des donneurs d'ordre.

L'usine Bull d'Angers a compté jusqu'à 3500 salarié(e)s au début des années 1980. Dans ce site industriel de la rue Patton, le dernier du groupe, il reste environ 550 salarié(e)s sous l'appellation Bull, qui assemblent et préparent des ordinateurs de moyenne et grande puissance. Il faut savoir que Bull est le dernier constructeur de système « mainframe » en Europe face à l'Américain IBM. Si Bull disparaît, IBM aura rapidement le monopole des grosses machines informatiques en Europe et donc un pouvoir énorme sur les États européens, les entreprises et les administrations.

La lente érosion du groupe Bull

Les autres salarié(e)s de Bull sont « parti(e)s » lors d'un plan social (18 plans sociaux en vingt ans!) ou leur activité a été revendue à d'autres industriels. Ce fut le cas de la fabrication de micro-ordinateurs Zénith, vendue au groupe japonais NEC sous l'appellation Packard-Bell (460 salarié(e)s à Angers). Ce fut aussi le cas de l'activité (parmi les plus performantes du secteur en France) de fabrication de cartes électronique vendue en 2000 à un industriel américain, ACT, sous contrôle des fonds de pension. Dans l'euphorie de la « nouvelle économie », cette cession était alors bien accueillie dans les milieux économiques et politiques, Bull prétendant que c'était la solution pour pérenniser ces 750 emplois, la CFDT, majoritaire chez Bull, approuvant cette opération qui apportait 56 millions de dollars au groupe en difficulté financière. « Bull nous a bradés pour se renflouer », dénonçait un salarié d'ACT.

Sacrifié sur l'autel du profit

La crise financière et boursière de 2001 et de 2002, en particulier celle qui a fait sombrer les valeurs des sociétés de nouvelles technologies, a entraîné la faillite de la maison mère américaine ACT au printemps 2002. L'usine ACT-Angers allait alors tenter de survivre à partir de son carnet de commandes et dans le but de trouver un repreneur. Mais, généralement, les repreneurs potentiels préfèrent trouver une entreprise directement profitable, laissant faire le sale travail (les licenciements, le renforcement des cadences) à l'entreprise qui vend son activité.

La résistance s'organise

La première moitié de l'année 2002 mettait sous tension le personnel d'ACT (660 début 2002). Avec une charge de travail très faible et des périodes de chômage partiel, celui-ci s'attendait à un plan social, mais espérait encore de ce plan social qu'il s'effectue par des « mesures d'âge », sans licenciements secs. Ils allaient être déçus car, en juin 2002, un plan social était annoncé, avec 426 licenciements sur 660 salarié(e)s en activité. Repartir avec un

effectif réduit de deux tiers, c'était inacceptable pour une majorité du personnel, encore que les syndicats se divisaient sur cette perspective, CGT et FO s'y opposant radicalement, tandis que CFDT et CGC, minoritaires chez ACT, se retrouvaient encore à défendre cette restructuration au nom du moindre mal et à faire de l'accompagnement social.

Dès l'été, et tout au long de l'automne, les manifestations allaient se multiplier, avec blocage de la voie ferrée ou de l'autoroute Paris-Nantes ou avec occupation de l'usine Bull mitoyenne ou du centre Bull de traitement informatique de la ville voisine de Trélazé. Il s'agissait alors d'obtenir d'une part des conditions de départ équivalentes à celles de chez Bull (dont le plan 2002 prévoyait des réductions d'emplois par mesures d'âge à partir de 52-53 ans et une prime de départ volontaire de 48 000 euros pour les salarié(e)s ayant plus de quinze ans d'ancienneté) et surtout de réclamer un investissement plus important de Bull et de l'État (toujours actionnaire principal de Bull) pour relancer l'activité d'ACT, notamment par des prises de commandes et la réintégration d'un maximum de salarié(e)s au sein de Bull.

Des actions dures pour un résultat nul

Mais les principaux clients désertaient de plus en plus les services d'ACT. Quant aux fournisseurs, en l'absence de paiement à la livraison, ils refusaient d'alimenter l'usine. Fin septembre 2002, les banques décidaient de manière concertée de suspendre tout crédit à ACT Manufacturing.

Début octobre, l'entreprise ACT était mise en redressement judiciaire : un seul repreneur se faisait connaître, début décembre pour seulement 135 emplois dont 45 en CDD. Même cette proposition était rejetée par... les banques.

La liquidation judiciaire était prononcée le 20 décembre, et l'ensemble du personnel était licencié. Une partie du personnel décidait d'occuper l'usine durant les fêtes de fin d'année. En janvier 2003, ils allaient même relancer la production pour produire des cartes électroniques haut de gamme à la demande d'un client italien. Mais, désormais, les revendications en terme d'emplois industriels se transformaient en revendications pour des conditions de départ dignes, équivalentes à celles du groupe Bull. Les actions se tournent donc essentiellement vers l'État et le groupe Bull, avec toujours des actions dures, notamment en bloquant les stocks de matériel destinés à Bull, puis par l'incendie d'une partie de ces stocks, en janvier dernier.

La lutte continue sous d'autres formes

Aujourd'hui, les salarié(e)s d'ACT sont toujours mobilisé(e)s et se retrouvent régulièrement en assemblées générales à la Bourse du travail d'Angers ; ils envisagent désormais des actions juridiques contre Bull, estimant avoir été « roulés dans la farine » lors de leur transfert vers ACT en 2000. Cet échec semble donner du grain à moudre aux organisations réformistes comme la CFDT, pour qui la radicalité du mouvement a effrayé d'éventuels repreneurs. Ce sont pourtant les banques qui ont précipité le dépôt de bilan, puis la liquidation judiciaire, et il n'est pas certain que faire « profil bas » pour séduire des repreneurs eût été d'une grande efficacité.

En tout cas, cette radicalité dans le mouvement, qu'on a vue chez les ACT ou chez les Daewoo, est à la dimension de l'effet rouleau compresseur d'une économie de marché mondialisée.

Que faire, que proposer ?

Avec beaucoup d'autres personnes pas spécialement politisées, nous sommes en mesure d'être dans la lutte pour améliorer nos conditions de vie et lutter contre l'exploitation. Pourtant, quand les entreprises sont en difficulté, les revendications changent de nature, car nous sommes dans un système où il n'y a guère d'autres solutions immédiates que de faire allégeance au système du salariat, même si la plupart des gens n'y adhèrent que d'un point de vue « alimentaire ».

Réclamer une nationalisation des grosses entreprises paraît illusoire : c'est continuer l'exploitation sous la direction d'une autre bureaucratie, et il existe de nombreux exemples (Renault) montrant que cela ne pérennise pas les emplois.

Autogérer une usine dont la production ne peut s'insérer que dans le marché mondial high-tech est pratiquement impossible, et on peut légitimement se demander si c'est souhaitable : allez donc vous transformer en VRP pour des clients high-tech de l'automobile de luxe, de l'industrie militaire ou spatiale.

Obtenir des garanties de revenu sur un long terme peut être un axe de lutte : même dans la radicalité, cela reste de l'ordre de l'accompagnement social. L'État et le capital sauront nous le faire payer au prix fort d'une manière ou d'une autre.

Fédérer des luttes mêlant consommateurs et producteurs reste une possibilité, ce pour quoi les anarchistes se battent : il semble que les luttes peinent à sortir de leur cadre étriqué (entreprise, quartier, commune) et soient victimes de répression dès lors qu'elles sortent des formes admises par l'État et se heurtent au système de la propriété privée. C'est pourtant dans cette direction qu'il faut continuer à chercher, même si la complexité du monde (division du travail) rend les choses difficiles. En toute logique, partir des besoins des populations, en rejetant toute idée de solvabilité, doit être le point de départ d'une réappropriation du système productif (outils et savoirs), y compris des industries de pointe. **H. R.**

D'Angers à Paris

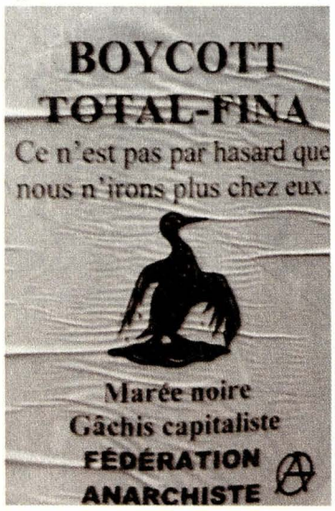
Invités initialement à Angers, le département du Maine-et-Loire s'apprêtait à recevoir les sinistres de l'Écologie et de l'Environnement des huit pays les plus riches de la planète. Pour Roselyne Bachelot, ministre de l'environnement et originaire de ce département, ce sommet représentait de l'intérêt et de l'espoir. Elle avait proposé cette ville « afin de mettre en valeur les atouts exceptionnels d'Angers et de ses alentours ». La mairie d'Angers et le département du Maine-et-Loire ont procédé à un nettoyage de printemps. Comme pour tout catholique bien pensant, il faut faire propre et que la pauvreté n'apparaisse pas sur les photos. C'est ainsi que de multiples parterres ont fleuri, que les pauvres (SDF, personnes faisant la manche, etc.) ont été écarté de leur lieu de survie, le centre ville.
Depuis, Sarkozy et Dominique de Villepin ont « décidé que la réunion du G8 se tiendrait, pour des raisons de sécurité, à Paris, aux mêmes dates ». Le maire d'Angers « regrette cette belle occasion de déployer les atouts de la ville ». Mais J.-C. Antonini, conseiller municipal n'avait pas caché que cette rencontre au sommet procurerait de réelles gênes dans la vie et le fonctionnement de la ville : ce sommet est un « cadeau sinon empoisonné,du moins empoisonnant ».
Un communiqué de la préfecture du Maine-et-Loire annonçait le 25 mars sa désertion pour Paris. Aujourd'hui, rien ne dit que ce G8 Environnement ne sera pas déplacé à Rambouillet voire déplacé à une autre date ou même annulé. Ce qui importe c'est de maintenir la dynamique qui s'est créé autour d'Angers et du grand Ouest, d'affirmer nos analyses autour de l'environnement. Le 25 et 26 avril deux journées d'actions, avec le 26 avril un cortège libertaire unitaire derrière une banderole : « Capitalisme, productivisme, pillage, oxygénons la planète. Balayons le capitalisme d'un souffle libertaire »

Groupe FA du Maine-et-Loire
ACLN, BP 60221,
44002 Nantes cedex 1

Marées noires

...à perte de vue

Un marin anonyme



119 000 TONNES – Torrey Canyon 1967, Land's End (Grande Bretagne). 80 000 tonnes – Othello 1970, Tralhavet (Suède). 115 000 tonnes – Sea Star 1972, Golfe d'Oman. 100 000 tonnes – Urquila 1976, La Corogne (Espagne). 99 000 tonnes – Hawailian Patriot 1977, Pacifique. 223 000 tonnes – Amoco Cadiz 1978, Bretagne. 60 000 tonnes – Cabo Tamar 1978, Chili. 47 000 tonne – Andros Patria 1978, Cap Finistère (Espagne). 41 000 tonnes – Gino 1979, Ouessant. 276 000 tonnes – Atlantic Express, Trinidad et Tobago (Caraïbe). 102 000 tonnes – Irenes Serenade 1980, Navarin (Grèce). 8 000 tonnes – Tonio 1980, Bretagne. 18 000 tonnes – Cavi Cambanos 1981, Corse. 250 000 tonnes – Cazstillo de Beliver 1983, Le Cap (Afrique du Sud). 51 000 tonnes – Assimi 1984, Oman. 40 000 tonnes – Exxon Valdez 1989, Alaska. 70 000 tonnes – Kharg 5, 1989 Safi (Maroc). 25 000 tonnes – Aragon 1989, Madère. 40 000 tonnes – Haven 1991, Gènes (Italie). 80 000 tonnes – Aegian Sea 1992, La Corogne (Espagne). 60 000 tonnes – Katina, Maputo (Mozambique). 84 000 tonnes – Braer 1993, Îles Shetlands. 16 000 tonnes – Seki 1994, golfe d'Oman. 70 000 tonnes – Sea Empress 1996, Milford Haven (Pays de Galles). 4 400 tonnes – Nakhodka 1997, mer du Japon. 53 000 tonnes – San Jorge 1997, Uruguay. 13 400 tonnes – Diamond Grace 1997, Tokyo. 26 000 tonnes – Orapin et Evoikos 1997, détroit de Singapour. 12 décembre 1999, naufrage de l'Erika : 20 000 tonnes ; 19 novembre 2002, le Prestige se brise en deux au large de la Galice avec 70 000 tonnes de fuel. Reparler des marées noires : cela devient la chronique qu'il faut réécrire et qui pourrait de nouveau resservir dans quelques mois.

Les faits sont là, et une fois de plus intraitables ! La consommation de pétrole augmentant sans cesse, les lieux de production étant souvent éloignés des lieux de consommation, il fallait donc transporter cet or noir. Le transport de cette matière première suit donc une courbe croissante. Comme la recherche de profit est le seul objectif des compagnies pétrolières, l'âge des bateaux est au plus haut et leur niveau de sécurité au plus bas : 70 % des super pétroliers ont été construits entre 1973 et 1977. Un bateau construit à cette époque était amorti en 5 ans. Alors après 15 ou 20 ans de service, pour toujours davantage de profit, la majorité des navires fut revendue dans le tiers monde et réemployée après avoir été « retapée ». Nantis de certificats de navigation délivrés par des organismes des plus sérieux, ils ont continué leur carrière pendant que la corrosion progressait dans leur structure... C'est ainsi que grâce aux bateaux poubelles sur-amortis, le coût du transport est descendu très bas.

Après chaque marée noire on a le droit aux même discours. Et le gouvernement Raffarin a retenu les leçons de l'histoire afin de ne pas reproduire les erreurs tactiques de Voynet. Même Chirac est monté au créneau en prenant des mesures (très partielles et sur une courte durée) d'exclusion sur le territoire maritime de bateaux poubelles. Mais les commandes de bateaux neufs n'augmentent pas particulièrement.

Actuellement on peut donc affirmer que vu leur âge 70 % des super pétroliers sont dangereux et devraient être remplacés. Tout ceci est parfaitement su par les « acteurs » du monde du pétrole. Ainsi lorsque Total a affrété l'Erika, c était en parfaite connaissance de cause.

Sur ces bateaux poubelles travaillent des équipages de pays du tiers monde. Pour ce faire les États associés aux pétroliers ont créé les pavillons de complaisance afin d'exploiter « légalement » cette main d'œuvre bon marché. Les salaires sont divisés par 4 sans protection sociale ni congés. Ces équipages de la misère sont recrutés par des « marchands d'hommes », dont on nomme le travail « ship management ». Petit a petit les compagnies pétrolières qui possédaient leur propre flotte se déchargèrent de cette besogne au profit de sous traitants que sont les « traders », les « courtiers » et autres intermédiaires. De véritables nébuleuses dans lesquelles il est bien difficile de se retrouver. Ce qui explique qu'en cas d'accident le responsable soit difficile juridiquement a nommer tant que l'on n'aura pas envisagé la notion de responsabilité collective. Le capitalisme dans toute sa splendeur ! Mais le pavillon de complaisance comporte d'autres intérêts et avantages car s'il permet de contourner les règles sociales, ils permet aussi de contourner les règles fiscales. Pavillon de complaisance rime avec paradis fiscal. Le lobby du pétrole comme le lobby nucléaire est basé sur le mensonge. L'hypocrisie et l'opacité : l'actualité avec l'affaire Elf est là pour nous le rappeler.

Les sociétés pétrolières se sont développées, et ont développé ces méthodes avec la collaboration et la complicité des États producteurs et des États consommateurs. Les États occidentaux ont toute leur responsabilité dans cette situation.

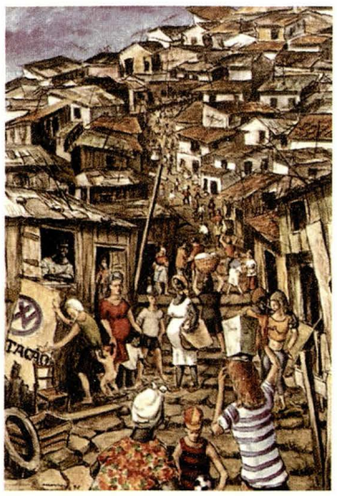
Et évitons de tomber dans le piège de l'émotion du lendemain d'une marée noire car les marées noires sont permanentes puisque les nettoyages des soutes des

pétroliers appelés dégazage représentent deux millions de tonnes de pétrole dans la mer par an. Rien qu'en Méditerranée, c'est l'équivalent d'une marée noire de l'Erika par semaine...

D'après les « spécialistes » nous avons pour 40 à 50 ans de réserves de pétrole. Le bon sens voudrait que l'on pense un avenir avec de moins en moins de pétrole et de plus en plus d'énergies renouvelables (ENR). Côté économies d'énergie c'est plutôt raté puisque l'on consomme toujours plus de pétrole... Comment peut-on encore installer des chauffages au fuel sans au moins y adjoindre une énergie renouvelable ? Car il faudra bien les utiliser un jour ces ENR... Le vent, le soleil sont gratuits ainsi que les déchets fermentescibles qui permettent de produire du méthane. Les moteurs thermiques peuvent fonctionner au gaz de bois. Ces fameux gazogènes ont fait de sacrés progrès depuis 1940 et sont parfaitement au point ! Les solutions alternatives ne manquent pas.

Le problème c'est que ces alternatives ne représentent pas un marché potentiel : elles ne permettent pas de marges énormes, voire elles peuvent être gratuites : une notion détestée et rejetée par le capitalisme.

Alors autant continuer, faire du profit, entériner les risques écologiques (c'est à dire les intégrer dans les prévisions financières et les assurer) : le capitalisme est un système économique morbide. **U.M.A.**



Life in the slum, la vie dans les favelas Massenzi, 1996

Lecture

Retour à la jungle

Attention chef d'œuvre ! Le romancier vietnamien Nhât Tuân décrit l'itinérance d'une équipée de cinq personnes dans une jungle annamitique : le chef, déjà âgé, dirige à la boussole et avec des cartes improbables quatre jeunes aux caractères et aux trajectoires dissemblables, aux fonctions bien définies. Le but que leur a assigné le Centre est de tracer une voie jusqu'à un sommet caché dans les brumes. Ils fraient leur chemin à coups de machette, dans une solitude totale et avec une faim croissante. Leur seul contact avec le monde passe par la radio d'où viennent des ordres que recueille religieusement le chef tous les soirs et qu'il fait appliquer, mêmes les plus absurdes.

Au début, l'équipée avance vaille que vaille. Puis tout se désagrège peu à peu. Les personnalités se révèlent, s'entrechoquent. L'obsession de la faim et du sexe embrouillent les mémoires et les comportements. Quand les circonstances du hasard les mettent en face des réalités, chacun dérape tour à tour, ou ensemble. Les salauds ne sont pas forcément là où on croit. À un moment où certains songent avec nostalgie au marxisme-léninisme, ce livre vient rappeler, à la manière d'un George Orwell, les absurdités du totalitarisme, son broyage de l'individu, sa peur de la liberté.

Au-delà d'une seule dénonciation, il s'agit aussi d'un parcours initiatique, à peine métaphorique, vers la vérité de chacun, sa recherche, vers la révélation de la condition humaine dans toute son horreur mais aussi sa splendeur comme le confirme le titre à interprétation multiple. Dans un style lumineux, s'appuyant sur une trame en apparence ténue, voire simpliste, mais en réalité très sophistiquée, avec un sens aigu de la dérision, du comique et de la dramaturgie, l'iconoclaste Nhât Tuân nous amène dans les mêmes sphères émotionnelles que le *Martin Eden* de Jack London, les *Mémoires de prison* d'un anarchiste d'Alexandre Berkman ou *les Noces barbares* de Yann Queffélec.

Philippe Pelletier

Nhât Tuân, *Retour à la jungle*, 2002 P. Picquier, traduit du vietnamien. Version originale 1988

Cinéma

Cidade de Deus

La Cité de Dieu, un film de Fernando Meirelles et de Katia Lund

Le film *La cité de Dieu* est une adaptation du livre de Paulo Lins lui-même issu d'une favela de Rio. Celle appellée Cité de Dieu est la plus redoutable et la plus redoutée des favelas de Rio. L'histoire contée est la description de la montée du trafic de drogue en véritable économie parallèle et la lutte pour le pouvoir entre deux gangs et leurs chefs. Le film intrigue quand il raconte l'ennui et la répétition des gestes qu'il faut faire pour arriver au sachet de drogue vendu : installés comme des ouvriers à la chaîne, les uns pèsent, les autres remplissent les sachets. Mais cet équilibre apparent ne dure pas. La cité de Dieu est justement un lieu abandonné par tous : ce n'est qu'une sorte de camp, constitué de baraquements qu'on a du mal à appeler des maisons. Ce lieu, repère de toutes les transactions mafieuses, est observée de la fin des années soixante jusqu'au début des années quatre-vingt.

Fidèle au livre, le film est découpé en trois parties. Celles-ci rendent compte des années soixante, soixante-dix et quatre-vingt. Chaque partie a des couleurs dominantes, un filmage différent, des focales adaptées aux mouvements perpétuels et incessants des jeunes protagonistes. Ils sont photographiés, filmés, happés en contre-plongé. Tous ces garçons qui perdent innocence et vie... sauf « Fusée ». C'est lui justement qui raconte et commente l'histoire. Il n'a que onze ans quand tout commence. Il observe, photographie, raconte.

Ses copains n'ont pas cette envie, mais ce petit plus de passion donnera lui une chance. Ses copains cherchent juste à avoir du fric et un flingue, car ils ont compris qu'il y a un rapport bizarre mais indéniablement efficace entre les deux.

Dès la première image on est happé par la force de l'évocation, par la passion qui anime toutes et tous, grands et petits, filles et garçons. Cette agitation se transmet aussi à la caméra. L'énergie des protagonistes est entrée dans les images, elle n'est pas seulement le moteur de l'action. Meirelles, originaire de Sao Paulo et sa co-réalisatrice ont travaillé avec des jeunes de tous les quartiers chauds de Rio : 110 en tout, tous non-professionnels ont préparé le tournage dans des ateliers pendant plusieurs mois. Les réalisateurs ont su écouter parler leurs acteurs, ils les ont rendus plus vrais que vrais. Rythme haletant, des courses poursuites épuisantes, dopé par l'extraordinaire vitalité et diversité de ces garçons aux noms magiques : Petit Dé, Tignasse, Carotte, Petit Zé, vivent plus vite qu'ils ne peuvent courir. Le seul qui marche droit, Manu Tombeur, receveur de bus, un géant noir, seul adulte et seul personnage émouvant, car tragique. Il a une motivation personnelle forte : il a un compte à régler avec cette bande de voyous. Un film vidéo clip qui se mue en film de cinéma vérité où la folie et la démence des comportements inspirent des images insolites aux opérateurs : ils tentent d'accompagner ces hors la loi pas comme les autres et tentent de les suivre vers des contrées meilleures où il fait bon d'être en vie et de passer son CAP de photographe.

Le film a fait un tabac au Brésil, interpellant le laxisme des autorités, la corruption et une certaine fatalité, répandue là-bas comme la misère...

Heike Hurst

agenda

Samedi 19 avril
Le Havre

Le Libertaire (groupe anarchiste Jules-Durand) organise une fête libertaire à partir de 20h30 à la salle des fêtes de Graville, rue de Verdun. Participation : 3 euros.

Jeudi 24 avril
Nîmes

Projection d'un document vidéo, *Mensonges nucléaires,* sur Tchernobyl suivie d'une rencontre avec le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire dont la FA est membre.
À 20 heures, au café la Cantina, rue Graverol.

Samedi 26 avril
Bagnols-sur-Cèze

Rassemblement à 11 heures, place de la Mairie, avec invitation à la lecture de textes sur Tchernobyl ou le nucléaire, et lâcher de ballons à l'initiative du Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire, dont la FA est membre. Un pique-nique antinucléaire suivra (amenez vos casse-croûtes).

Paris 11e

Forum à Publico avec Marie-Claire Calmus, auteure de *l'Œillet d'Aveiro* à 16h30. 145, rue Amelot (M° Oberkampf ou République)

Paris 18e

Débat à la bibliothèque la Rue sur *Féminisme et anarchie* avec Jocelyne Guilleminot-Arlès, militante féministe du groupe Louise-Michel à 16 heures, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre.

Ris-Orangis

La CNT 91 vous invite à venir écouter le groupe E comme éléphant et sa chanteuse Corinne. Buffet chaud et apéro pour pas cher et après projection de vidéo-tract produit par le Pap, débat sur la précarité et ses galères. À 20 heures au théâtre du Funamsom'bule au Caes, 1, rue Edmond-Bonté.

Dimanche 27 avril
Paris 10e

Le Collectif anti-expulsions vous invite à agir contre les expulsions : rendez-vous à 11 heures gare du Nord (quai du RER B, direction Roissy)

Jeudi 1er mai
Saint-Étienne

Manif du 1er mai : rendez-vous devant la Bourse du travail. L'horaire sera donné sur le répondeur de la CNT (04 77 25 78 04). La manif sera suivie d'une Street Party organisée par le Collectif des résistances avec la participation d'Alternative system (tekno) et de Massa sound krew (Ragga / Hip-Hop)

Vendredi 2 mai
Paris 18e

« Unity Rockers Sound System » ! Funk the Punk party avec les DJ's King Martov et Skactiviste. De 21 heures à 2 heures du mat'à l'Omadis, 43, rue Doudeauville (Métro Château-Rouge).

Dimanche 4 mai
Paris 11e

le CSPCL invite à une discussion sur la situation au Chiapas au retour de la délégation qui part en avril à 14h30 à la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert (M° Saint-Maur) : compte rendu de voyage, vidéos, musique.

10 et 11 mai
Marseille

La Foire aux livres anarchiste de Marseille (Flam) organisée par le Cira aura lieu de 11 heures à 19 heures au théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré. Stands des éditeurs, exposition, rencontres-débats, spectacles.

Du 17 au 25 mai
Bordeaux

Semaine anniversaire des 40 ans de l'Athénée libertaire du 7, rue du Muguet à Bordeaux. Au programme : concerts, théâtre, débats, chansons, poésie, littérature, etc.

Samedi 17 mai
Paris 18e

Débat à la bibliothèque la Rue sur *Des polars et des anars* avec Éric Lavallade, spécialiste du polar à 16 heures, 10, rue Robert-Planquette.
M° Blanche ou Abbesses.
Entrée libre.

Copinage
Fred Alpi
Prochains concerts :

Samedi 10 mai à 16 heures à la Fnac Reims, Espace Drouet-d'Erlon, 51000 Reims.

Samedi 17 mai à 20h30 au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar, 59000 Lille.

Plus d'informations sur le site Internet **www.fredalpi.com**

Contact :
Nidstång, BP 6222,
75062 Paris cedex 02
Tél : 01 42 21 00 85
Fax : 01 42 21 45 01

Contact Presse :
Sissi KESSAI ou MALAIKA
Tél : 06 60 76 79 10
sissi.kessai@free.fr

Radio libertaire

Jeudi 17 avril

Si vis pacem: à 18 heures, Tchernobyl an XVII. Nucléaire civil ou militaire, mêmes catastrophes.
Epsilonia: à 22 heures, interview réalisé lors du festival Idéal de Nantes en mars dernier de TradeMark Gunderson, tête pensante de la division musicale du collectif d'artistes américains Evolution control committee.

Vendredi 18 avril

Enjoy polar: à 12 heures, avec Christine Ferniot et un auteur surprise pour le recueil de nouvelles collectif *la Rue* (éditions La Découverte)

Samedi 19 avril

Chroniques syndicales: à 11h30, Forum libertaire parisien.
Chroniques rebelles: à 13h30, la revue *Réfractions* n° 9. Au delà de l'économie: quelles alternatives? avec Jean-Jacques Gandini et Ronald Creagh.

Dimanche 20 avril

Des mots, une voix: à 15h30, avec Éric Jourdan pour son roman *Pour jamais* sorti aux éditions Joëlle Losfeld.

Mercredi 23 avril

Blues en liberté: à 10h30, Little Walter, l'harmonica plus ville et campagne.
Le Manège: à 14 heures, avec Xavier-Laurent Petit pour *153 jours en hiver* aux éditions Flammarion jeunesse, un interview réalisé par les élèves du collège Pierre-de-Geyter à Saint-Denis, dans le cadre du prix des Incorruptibles 2003.

Jeudi 25 avril

Si vis pacem: à 18 heures, le désarmement unilatéral de la France.

Samedi 26 avril

Chroniques syndicales: à 11h30, la violence au travail et une classe en lutte.
Chroniques rebelles: à 13h30, l'enjeu du pétrole dans le Moyen-Orient. Et si on cotait le pétrole en euros? avec Bernard Cornut.

Mercredi 30 avril

Blues en liberté: à 10h30, slide guitar.

89,4 MHz en région parisienne

Action!
Contre les saigneurs du G8 environnement

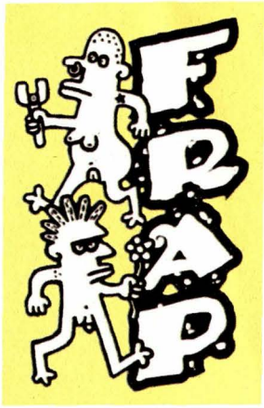
Paris

26 avril: manifestation à 14 heures, gare de l'Est.

Angers

25 avril: à 20 heures, débat sur le nucléaire à l'Étincelle, 26 rue Fourré;
à 22h30, manifestation antinucléaire nocturne, à partir de la rue Fourré.
26 avril: manifestation contre le G8 environnement à 14 heures, place La-Rochefoucauld avec un cortège libertaire.
À 18 heures, (lieu précisé pendant la manifestation) débat sur la question de la croissance;
À 20h30, concert place La-Rochefoucauld avec présence libertaire.

Paris, du 25 avril au 11 mai
Convergence des luttes vers un printemps subversif et contestataire



« Valoriser les luttes et les alternatives, créer un espace public autour de la fête et du rapport entre art et politique »
La troisième édition du Festival des résistances et des alternatives reprendra ce « mot de désordre ».
Depuis janvier, plusieurs dizaines d'associations, de squats et de collectifs engagés dans les combats contre le sexisme, le racisme, le fascisme, le capitalisme, etc. et pour des alternatives sociales, économiques, écologiques, et égalitaires, échangent leurs avis et envies au sein d'assemblées générales organisatrices pour faire de ces deux semaines la meilleure alternative à la morosité des politiciens.
Pour découvrir le programme évolutif du Frap #3, jetez un œil sur **http://lefrap.free.fr**

Tchernobyl a 17 ans

Une zone d'exclusion de 30 km a été définie autour de Tchernobyl et totalement évacuée. Au total, environ 400000 personnes ont dû être déplacées et relogées. Malgré cela, entre 7 et 9 millions de personnes vivent sur les territoires reconnus contaminés de trois États: au moins 155000 km² (le tiers de la France). Près de 800000 « liquidateurs » dont l'âge moyen était de 33 ans ont participé au « nettoyage » de la zone de l'accident et sont montés sur le toit de la centrale pour rejeter les débris de l'explosion à l'intérieur; ceux-ci se découvrent des « excès » de cancers et décèdent souvent avant leur 50e année; la vice-présidente de la santé ukrainienne s'est déclarée préoccupée par la mort prématurée de ces ouvriers... Dès 1990, 67 % des « liquidateurs » étaient reconnus malades. Quelques 3 millions et demi de personnes, dont plus du tiers sont des enfants, ont été affectées par le désastre, qui a multiplié le nombre de cancers par dix dans les zones contaminées. Les enfants contaminés ont 17 fois plus de risques de tomber malade que les autres. Les malformations congénitales, notamment celles du cerveau, et les anencéphalies (absence de cerveau) ont doublé en Biélorussie depuis la catastrophe. Dans certaines régions, on trouve difficilement un enfant en bonne santé. Par exemple, 70 % des 2000 enfants contrôlés.

Coût financier

De 1986 à 1991, l'Union soviétique a consacré 5,7 millions de dollars à la réparation des dommages. Les conséquences de Tchernobyl absorbent régulièrement près de 25 % du budget de l'État biélorusse, et jusqu'à 10 % du budget ukrainien. Le sarcophage d'urgence qui renferme le réacteur de Tchernobyl est constitué de 300000 tonnes de ciment et 600 tonnes d'acier. Il avait été construit pour une durée de 30 ans, mais dès les premières années sa structure a commencé à se fissurer... Le coût total des dommages causés par Tchernobyl sur 30 ans est estimé à plusieurs centaines de milliards de dollars. Un accident majeur peut donc faire « exploser » le prix du kWh d'électricité nucléaire quand on répercute son coût réel.

(Mal)-traitement de l'information

Tout le monde sait (et l'Europe entière en rit maintenant) que grâce entre autre au Pr. Pellerin, le nuage s'est arrêté à la frontière française. Seule la CRII-RAD, organisme indépendant de mesure de la radioactivité créé à ce moment-là, a publié dès juin 1986 des cartes de la radioactivité tombée sur la France. Ces valeurs de contamination ont été reconnues 13 ans plus tard par l'institut de protection et de sûreté nucléaire. 17 ans après la catastrophe, l'AIEA (agence de l'Onu pour la promotion de l'énergie nucléaire dans le monde) ne comptabilise toujours que 31 décès liés à Tchernobyl. Directeur de l'AIEA à l'époque, M. Hans Blox a déclaré en août 1986: « même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, je considérerais le nucléaire comme une source d'énergie intéressante vu son importance. »

source: Réseau sortir du nucléaire

Quelques manifestations dans tous les départements:
Lyon, 26 avril 14 heures, place Antonin-Poncet
Toulouse, 26 avril 14h30, place du Capitole
Angers, 25 avril 22h30, rue Fourré

Henri Cartier-Bresson, *Yougoslavie*, 1965. In *Vers un autre futur, un regard libertaire*, Nautilus, 2000.